



RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2015



LE RAPPORT FINANCIER COMPREND :

- LE RAPPORT DE GESTION
- LE RAPPORT DE LA DIRECTION
- LES ÉTATS FINANCIERS INDIVIDUELS AUDITÉS COMPLETS, INCLUANT LES NOTES ET LE RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
- LE RELEVÉ AUDITÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS
- LE RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS
- LE RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DES INVESTISSEMENTS AU COÛT EFFECTUÉS PAR DES FONDS SPÉCIALISÉS ET PARTENAIRES

CAPITAL RÉGIONAL ET COOPÉRATIF DESJARDINS

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion annuel complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels complets de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD). Il explique du point de vue de la direction les résultats que CRCD a obtenus au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celui-ci.

Les rendements annuels et composés de CRCD exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par profil d'investissement représentent des rendements avant charges et impôts.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de CRCD, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. CRCD n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.

Vous pouvez obtenir les états financiers annuels gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 5552322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8, ou en consultant notre site (capitalregional.com) ou le site de SEDAR (www.sedar.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière intermédiaire.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS AUX 31 DÉCEMBRE

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant CRCD et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices. Ces renseignements découlent des états financiers individuels annuels audités de CRCD. Pour les exercices 2015, 2014 et 2013, les données financières sont présentées conformément aux Normes internationales d'information financières (les « IFRS »). Les données financières des exercices 2012 et 2011 sont présentées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR ») alors en vigueur.

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES

(en milliers de \$, sauf indication contraire)

	2015 (IFRS)	2014 (IFRS)	2013 (IFRS)	2012 (PCGR)	2011 (PCGR)
Produits	45 269	44 422	51 982	53 491	46 894
Gains (pertes) sur investissements	64 035	42 884	10 670	42 376	117 757
Bénéfice net	74 806	49 245	24 950	53 435	122 588
Actif net	1 642 076	1 502 462	1 470 576	1 356 446	1 220 427
Actions ordinaires en circulation (nombre, en milliers)	130 183	124 665	126 165	118 243	110 776
Ratio des charges opérationnelles totales ⁽¹⁾ (%)	1,9	2,1	2,0	2,4	3,0
Ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires ⁽¹⁾ (%)	2,0	2,2	2,2	2,4	3,0
Taux de rotation du portefeuille :					
– investissements à impact économique québécois (%)	19	19	16	23	28
– autres investissements (%)	131	102	108	67	110
Ratio des frais d'opérations ⁽²⁾ (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nombre d'actionnaires (nombre)	102 222	96 236	100 861	103 052	106 577
Émission d'actions ordinaires	149 882	62 906	149 995	149 994	153 955
Frais d'émission d'actions ordinaires, nets des impôts afférents	1 750	764	1 739	–	–
Rachat d'actions ordinaires	83 324	79 501	59 075	67 410	75 962
Investissements à impact économique québécois au coût	738 596	675 355	671 547	625 414	498 984
Juste valeur des investissements à impact économique québécois	817 199	710 923	733 907	659 045	541 909
Fonds engagés mais non déboursés	171 082	193 764	227 593	142 350	151 822

⁽¹⁾ Le ratio des charges opérationnelles totales est obtenu en divisant le total des charges (avant impôts) inscrites aux états individuels du résultat global par l'actif net moyen de l'exercice, en vertu de l'article 68 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

Le ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires est calculé de la même manière, mais en ajoutant les frais d'émission d'actions ordinaires inscrits aux états individuels des variations de l'actif net au total des charges.

⁽²⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour CRCD.

VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION ORDINAIRE

	2015 (IFRS)	2014 (IFRS)	2013 (IFRS)	2012 (PCGR)	2011 (PCGR)
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
Actif net par action ordinaire au début de l'exercice	12,05	11,66	11,47	11,02	9,91
Augmentation attribuable à l'exploitation	0,59	0,40	0,20	0,46	1,15
Intérêts, dividendes et honoraires de négociation	0,35	0,36	0,41	0,46	0,43
Charges d'exploitation	(0,23)	(0,25)	(0,23)	(0,28)	(0,31)
Impôts sur les bénéfices	(0,03)	(0,06)	(0,07)	(0,09)	(0,07)
Gains (pertes) réalisés	0,29	0,52	0,03	0,48	0,20
Gains (pertes) non réalisés	0,21	(0,17)	0,06	(0,11)	0,90
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions ordinaires	(0,03)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,04)
Actif net par action ordinaire à la fin de l'exercice	12,61	12,05	11,66	11,47	11,02

APERÇU

CRCD a clôturé son exercice 2015 avec un bénéfice net de 74,8 M\$ (49,2 M\$ en 2014), soit un rendement de 4,9 % (3,4 % en 2014), résultant en une augmentation de l'actif net par action à 12,61 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice, comparativement à 12,05 \$ à la fin de l'exercice 2014. CRCD vise un bon équilibre entre le rendement à l'actionnaire et sa mission de développement économique québécois. Rappelons que la stratégie de gestion des actifs financiers adoptée depuis plusieurs années par CRCD lui permet de bénéficier d'une bonne complémentarité entre les portefeuilles des investissements à impact économique québécois et des autres investissements et de connaître des variations plus modestes lors de fluctuations importantes des marchés. CRCD connaît d'ailleurs des rendements annuels positifs depuis les sept dernières années.

L'activité d'investissements à impact économique québécois affiche en 2015 un rendement de 12,8 %, comparativement à un rendement de 7,3 % en 2014, grâce à l'amélioration de la contribution de la plupart des profils d'investissements. Au 31 décembre 2015, le coût des investissements à impact économique québécois s'élève à 738,6 M\$ dont 199,7 M\$ ont été réalisés durant l'exercice 2015. Au 31 décembre 2015, les fonds engagés mais non déboursés, représentant des investissements déjà convenus avec des entreprises, coopératives ou fonds et qui seront éventuellement déboursés par CRCD, se chiffrent à 171,1 M\$. Les nouveaux engagements de l'exercice s'élèvent à 177,0 M\$.

L'activité des autres investissements a généré un rendement de 2,3 % pour l'exercice 2015, comparativement à un rendement de 5,4 % pour l'exercice 2014. La diminution du rendement en 2015 découle principalement de la chute de valeur des actions privilégiées, atténuée par une plus-value dans le portefeuille obligataire.

Au cours de l'exercice, les émissions d'actions ordinaires se sont élevées à 150 M\$, soit le maximum autorisé. Pour leur part, les rachats d'actions ont totalisé 83 M\$. Le solde des actions éligibles au rachat au 31 décembre 2015 s'élevait à plus de 491 M\$. L'actif net a atteint 1 642,1 M\$, en hausse de 9,3 % par rapport à l'année précédente. Le nombre d'actionnaires au 31 décembre 2015 était de 102 222.

VISION DE CRCD SUR L'ENTREPRENEURIAT QUÉBÉCOIS

En matière d'entrepreneuriat, une étude¹ menée en 2014 souligne que différents indices pointent vers une sous-performance du Québec comparativement aux autres provinces canadiennes. Parmi les raisons citées, on note particulièrement une culture entrepreneuriale plus faible et un lourd fardeau administratif. Le Québec doit donc consacrer un effort important pour développer la fibre et la culture entrepreneuriale de sa population.

Le transfert et la pérennité d'entreprises existantes et en santé sont tout aussi névralgiques. Le déploiement d'énergie entrepreneuriale afin de reprendre les commandes d'une entreprise est donc un thème crucial au Québec.

Finalement, le Québec fait face à un énorme défi : celui du développement et de la croissance des entreprises existantes. Les entreprises ont tendance à demeurer trop petites et à se surendetter au détriment d'une structure de capital plus saine. Cette sous-capitalisation a de graves répercussions sur leur performance, dont une faible productivité et un faible niveau d'activité internationale, ce qui pénalise ultimement le Québec dans sa capacité de créer et de maintenir sa juste part d'emplois à forte rémunération, des emplois fiscalement nécessaires à la santé des finances publiques de la province.

Dans la réalisation de sa mission, CRCD vise à se différencier et à jouer un rôle unique sur ces divers enjeux qui guident ses actions au quotidien.

CRCD SE DISTINGUE À L'AVANTAGE DE SES PARTENAIRES

Que ce soit en termes d'accompagnement, de maillage ou de formation offerts à nos entreprises partenaires ou par le développement de notre offre de produits et le partage de notre réseau d'affaires, CRCD agit sur de nombreux tableaux pour faire croître les PME et coopératives québécoises.

En réponse à une série de consultations amorcées en 2015 auprès de ses entreprises partenaires, CRCD a notamment développé une offre innovatrice misant notamment sur une démarche et une documentation simplifiée et moins onéreuse qui se caractérise par sa flexibilité.

Véritable catalyseur dans le processus de développement des affaires auprès de ses partenaires actuels et potentiels, CRCD a complété avec succès une grande tournée provinciale visant, entre autres, à informer les entrepreneurs quant aux perspectives économiques de leur région, tout en profitant de témoignages d'entrepreneurs régionaux. Près de 1000 personnes ont pris part aux activités de cette tournée qui, en 2015, s'est arrêtée dans une douzaine de villes partout au Québec.

Les entreprises partenaires de CRCD ont la possibilité de faire valoir leur expertise et de faire connaître leurs produits et services par l'entremise d'activités ou de plateformes de réseautage ciblant de larges auditoires. L'utilisation judicieuse de ces outils a d'ailleurs mené, en 2015, à la conclusion de plusieurs alliances ou maillages très profitables pour toutes les entreprises impliquées.

La gouvernance étant un ingrédient qui contribue à établir de solides bases à la croissance des entreprises, CRCD a de nouveau été très actif en la matière. Il a accentué ses efforts en 2015 en offrant un accompagnement stratégique à ses entreprises partenaires par l'entremise de ses administrateurs externes. Ces gens d'expérience, sélectionnés rigoureusement, sont appelés à appuyer les entreprises dans leurs décisions d'affaires. Afin d'enrichir leur rôle auprès de ces entreprises, plus d'une quinzaine de sessions de formation leur ont été données, soit par CRCD ou par ses collaborateurs tels le Collège des administrateurs de sociétés et l'Institut des administrateurs de sociétés. Dans le même registre, notons également que plusieurs chefs d'entreprises ont bénéficié gracieusement de la formation offerte par l'École d'Entrepreneurship de Beauce, un autre partenaire d'importance pour CRCD.

¹ Mouvement Desjardins et CIRANO, *Pour un Québec plus prospère et plus entrepreneurial*, avril 2014.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DE 2015

La croissance de l'économie mondiale a été faible en 2015. Elle est estimée à seulement 3,1 %. Les PIB réels des principaux pays industrialisés ont augmenté plus rapidement, mais leur performance a été atténuée par un ralentissement de ceux des économies émergentes. À l'intérieur de la zone européenne, les activités liées au crédit ont commencé à croître plus rapidement à la suite des mesures prises par la Banque centrale européenne. La faiblesse de l'euro a favorisé les exportations nettes. Le Japon a poursuivi sa croissance erratique, ayant enregistré un recul de son PIB au printemps pour ensuite afficher une progression. Les importations des pays émergents se sont contractées pour la première fois depuis la dernière crise financière. D'ailleurs, le manque de vigueur de l'économie de la Chine a inquiété les marchés financiers internationaux bien que le ralentissement du PIB réel chinois ait été contenu en 2015 avec une progression annuelle du PIB réel d'un peu moins de 7,0 %. Parmi les autres principales économies émergentes, l'Inde a connu d'excellents résultats alors que le Brésil et la Russie ont connu une contraction de leur économie en 2015.

Les marchés financiers ont été volatils en 2015. Après un premier semestre relativement favorable pour les investisseurs, les inquiétudes grandissantes concernant les pays émergents et une nouvelle baisse des prix des matières premières ont fait reculer la plupart des bourses au second semestre. Le S&P 500 a clos l'année 2015 avec une légère baisse de 0,7 % alors que la Bourse de Toronto, durement touchée par un nouveau recul des prix des matières premières, a enregistré une baisse de 11,1 %. L'absence de pression inflationniste et les politiques monétaires expansionnistes des pays industrialisés ont maintenu les taux obligataires à des niveaux très bas. Au Canada, le recul de l'activité économique au premier semestre a amené la Banque du Canada à abaisser ses taux directeurs en janvier et en juillet 2015, ce qui a entraîné une nouvelle diminution importante de la valeur du dollar canadien.

Les États-Unis ont de nouveau été affectés par un hiver rude en 2015. Bien que temporaire, cette situation, jumelée à un conflit de travail dans les ports de la côte ouest, à la force de la devise américaine et aux problèmes du secteur pétrolier, a contribué à ralentir la croissance en début d'année. On note une progression de la consommation aux États-Unis, qui est observable principalement dans le marché des ventes automobiles. Plusieurs indicateurs économiques, dont celui lié au secteur de la fabrication, qui est victime de la force du dollar américain et de la faiblesse des investissements dans le secteur pétrolier, ont été faibles à la mi-année, ce qui a poussé la FED à attendre avant d'amorcer le relèvement des taux directeurs en décembre. Le secteur de l'habitation poursuit sa progression, surtout portée par les logements multiples, mais il demeure volatil.

Au Canada, une récession technique a été observée au premier semestre de 2015 alors que le PIB réel a légèrement reculé à l'hiver et au printemps. Cette récession se distingue des autres épisodes de récession répertoriés au pays. D'une part, l'ampleur du recul cumulatif du PIB réel est très faible comparativement aux autres récessions. D'autre part, les difficultés ne sont pas généralisées, mais plutôt concentrées régionalement et dans certains secteurs. L'élément déclencheur étant la baisse prononcée des prix de l'énergie, le recul a principalement été observé au sein des investissements non résidentiels du secteur de l'énergie alors que plusieurs projets d'expansion ont été annulés ou reportés. Cela a entraîné certains effets de diffusion dans d'autres secteurs d'activité, notamment chez les fabricants de machines et de matériel. L'effet de la récession s'est fait particulièrement ressentir dans les provinces productrices de pétrole, soit en Alberta, en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador. L'effet sur les autres provinces a été plus faible, et leur croissance économique a été un peu plus robuste. L'été 2015 a été marqué par un rebond de l'économie canadienne. En outre, l'amélioration de la demande américaine et la dépréciation du dollar canadien ont été particulièrement favorables pour le commerce extérieur, qui a contribué positivement au PIB réel. Cependant, une nouvelle phase de réduction des prix des matières premières, combinée à des difficultés temporaires aux États-Unis, a ralenti significativement la croissance économique

canadienne à la fin de 2015. Lorsque les données officielles seront publiées, le PIB réel canadien devrait avoir augmenté de 1,2 % en 2015. Enfin, les difficultés de l'économie canadienne et les deux baisses de taux directeurs décrétées par la Banque du Canada ont entraîné une diminution significative des taux obligataires canadiens l'an dernier, contrairement aux taux américains qui ont légèrement augmenté en 2015.

Au Québec, l'année a débuté avec une croissance économique supérieure aux attentes, mais qui s'est affaiblie par la suite. La hausse de l'activité économique a été légèrement supérieure à 1,0 %, comparativement à 1,5 % en 2014. Les ménages ont fait preuve de prudence dans leurs achats malgré la marge de manœuvre dégagée par la faiblesse des prix de l'essence. Le fardeau fiscal contraignant et le niveau élevé de l'endettement ont modéré leurs dépenses. Les ventes au détail ont d'ailleurs pratiquement stagné en 2015. La période d'ajustement du secteur résidentiel s'est poursuivie. Les mises en chantier ont diminué, notamment celles des copropriétés dont le marché affiche des surplus considérables. Le contrôle plus serré des dépenses des gouvernements a également modéré la croissance de l'économie du Québec. Les exportations ont toutefois poursuivi leur ascension, mais les investissements des entreprises n'ont pas amorcé leur redressement.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2016

La croissance économique mondiale devrait être un peu plus forte en 2016, mais sans afficher une véritable accélération. En zone euro, l'amélioration de la situation devrait se poursuivre, aidée par une devise qui restera relativement faible. Au Royaume-Uni, l'économie devrait être assez solide pour que la Banque d'Angleterre envisage de premières hausses de taux d'intérêt directeurs comme la FED. Au Japon, la croissance devrait être un peu plus rapide qu'en 2015. En Chine, le long virage de l'économie se poursuivra, et le PIB réel devrait croître de 6,5 % en 2016, ce qui est la nouvelle cible de croissance du gouvernement chinois. La hausse du PIB réel mondial devrait être de 3,3 % en 2016.

Une progression du PIB réel légèrement plus élevée à celle de 2015 est anticipée pour 2016 aux États-Unis, soit 2,5 % contre 2,4 %. Certains des facteurs qui ont miné la croissance en 2015 devraient encore avoir un effet négatif. La progression de la consommation devrait demeurer relativement rapide, appuyée par la bonne création d'emplois, la faiblesse des prix des biens importés, la bonne confiance des ménages et des prix de l'essence qui demeurent bas. Malgré le début des hausses de taux, l'investissement résidentiel devrait croître à un assez bon rythme, quoique moins rapidement qu'en 2015. On s'attend à ce que les investissements des entreprises reprennent un peu de tonus. Toutefois, le secteur extérieur devrait encore subir la force du dollar. Finalement, l'entente budgétaire de l'automne 2015 fait en sorte que le secteur public devrait accompagner la croissance au cours de l'année 2016. Il s'agirait de la première hausse des dépenses fédérales réelles depuis 2010. L'inflation devrait croître de 0,9 % en 2016. Le relèvement des taux directeurs américains entamé en décembre 2015 devrait se faire de façon graduelle avec deux hausses de taux de 25 points de base prévues en 2016. Combiné au contexte international fragile, cela devrait fortement limiter la remontée des taux obligataires.

Au Canada, après une croissance décevante estimée à seulement 1,2 % en 2015, la progression de l'économie devrait s'accélérer légèrement en 2016 avec un gain estimé de 1,5 %. Les prix du pétrole devraient éventuellement faire preuve d'une plus grande stabilité de sorte que les effets néfastes de l'ajustement du secteur de l'énergie devraient s'estomper graduellement. Le commerce extérieur devrait contribuer positivement au PIB réel alors que la vitalité de la demande américaine et la valeur plus faible du dollar canadien fourniront des conditions favorables. Les dépenses de consommation devraient continuer à progresser à un rythme semblable à celui des revenus. Après avoir connu un ralentissement en Atlantique, au Québec ainsi que dans les Prairies, les investissements résidentiels pourraient aussi commencer à ralentir en Ontario et en Colombie-Britannique. Il est également prévu que les administrations publiques contribueront davantage à la croissance économique en 2016, en particulier à compter de la mi-année, alors que le premier budget du gouvernement

fédéral devrait comporter une accélération des investissements publics. Une réduction du fardeau fiscal de la classe moyenne a aussi été décrétée, ce qui pourrait être bénéfique pour les dépenses de consommation. Dans ces conditions, la Banque du Canada devrait maintenir ses taux directeurs inchangés tout au long de 2016. Une nouvelle baisse des taux directeurs canadiens est même envisageable et pourrait précéder un resserrement monétaire graduel vers la fin de 2017. L'environnement de bas taux d'intérêt devrait donc perdurer au Canada encore un bon moment, ce qui maintiendra ainsi les taux obligataires relativement faibles. Le dollar canadien devrait demeurer faible et il pourrait même encore reculer à court terme. Il devrait remonter quelque peu à partir de la mi-2016, à l'instar des prix du pétrole. Quant à l'activité boursière, après le recul de 11,1 % de l'indice S&P/TSX enregistré en 2015 et un début d'année 2016 encore très difficile, la recrudescence pressentie des prix de l'énergie au cours du deuxième semestre, et ce, parallèlement au renforcement attendu de la demande et à un ajustement à la baisse de l'offre, devrait permettre à la Bourse de Toronto de regagner vraisemblablement le terrain perdu et ainsi afficher un rendement positif à la fin de 2016.

Au Québec, l'année 2016 devrait être un peu plus favorable. La croissance des économies américaine et ontarienne ainsi que le dollar canadien, qui devrait se maintenir autour de 0,70 \$ US, devraient stimuler les exportations et permettre une relance des investissements industriels. L'amélioration du marché du travail et certains changements fiscaux pourraient mieux soutenir les ménages et favoriser ainsi leurs dépenses. L'injection de fonds publics dans les infrastructures et l'apport du commerce extérieur pourraient permettre au PIB réel de progresser de 1,3 % en 2016, par rapport au rythme de 1,1 % estimé pour 2015.

ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE CRCD

CRCD affiche un bénéfice net de 74,8 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, soit un rendement de 4,9 %, comparativement à un bénéfice net de 49,2 M\$ (rendement de 3,4 %) pour l'exercice précédent. L'actif net par action augmente ainsi à 12,61 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice, comparativement à 12,05 \$ à la fin de l'exercice 2014. À titre indicatif, au prix de 12,61 \$ entrant en vigueur

le 18 février 2016, un actionnaire ayant investi sept ans auparavant, obtiendrait un rendement annuel de plus de 12,6 % net d'impôts, compte tenu du crédit d'impôt obtenu de 50 % conformément au taux applicable le 18 février 2009.

Les résultats de CRCD proviennent essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des rendements respectifs de 12,8 % et 2,3 %, alors que les charges, nettes des frais d'administration perçus, ainsi que les impôts représentent un impact de 2,4 % sur le rendement de CRCD.

La stratégie de gestion des actifs financiers adoptée par CRCD lui permet de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré, tout en lui permettant de réaliser pleinement sa contribution au développement économique du Québec. En période de fluctuations importantes des marchés, CRCD devrait ainsi connaître des variations plus modestes.

INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Des investissements de 199,7 M\$ et des cessions de 162,1 M\$ ont été réalisés pour un solde net de 37,6 M\$. Ces investissements nets, combinés à des gains nets réalisés et non réalisés de 69,1 M\$, ont porté la juste valeur du portefeuille d'investissements, incluant les contrats de change, à 817,6 M\$ au 31 décembre 2015 (710,9 M\$ au 31 décembre 2014). La somme des investissements réalisés au cours de l'exercice de 199,7 M\$ est principalement attribuable aux investissements faits dans quatre entreprises pour un montant global de 108,5 M\$, ainsi que dans les fonds constituant l'écosystème entrepreneurial, tel que décrit plus loin, pour un montant de 35,9 M\$.

L'activité d'investissements à impact économique québécois doit également être mesurée en y incluant les fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 171,1 M\$ au 31 décembre 2015, comparativement à 193,8 M\$ au 31 décembre 2014. Les engagements totaux au coût au 31 décembre 2015 s'élevaient à 909,7 M\$ dans 110 entreprises, coopératives et fonds, dont 738,6 M\$ ont été déboursés. Au 31 décembre 2015, CRCD, fort de l'appui de son écosystème entrepreneurial, soutient directement la croissance de 402 entreprises, coopératives et fonds.

Des billets à payer et passifs financiers d'une juste valeur de 26,3 M\$ (22,1 M\$ au 31 décembre 2014) découlent principalement de l'acquisition, le 30 novembre 2010, de certains investissements de Desjardins Capital de risque, s.e.c. Cette juste valeur est ajustée en fonction de l'évolution de la juste valeur de ces investissements détenus par CRCD. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2015, CRCD a remboursé des billets d'une valeur de 0,1 M\$ et la juste valeur des billets et passifs financiers a été ajustée à la hausse de 4,2 M\$, à la suite de gains constatés sur les investissements sous-jacents.

RENDEMENT PAR ACTIVITÉ	2015				2014			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)
Activités liées aux investissements à impact économique québécois *	766	49,2	12,8	6,1	704	48,5	7,3	3,6
Autres investissements et encaisse	792	50,8	2,3	1,2	746	51,5	5,4	2,6
	1 558	100,0	7,3	7,3	1 450	100,0	6,2	6,2
Charges, nettes des frais d'administration			(2,1)	(2,1)			(2,3)	(2,3)
Impôts sur les bénéfices			(0,3)	(0,3)			(0,5)	(0,5)
Rendement de CRCD			4,9	4,9			3,4	3,4

* Inclut les investissements à impact économique québécois, les montants à recevoir sur les investissements, les billets à payer et les contrats de change.

Pour l'année 2015, l'activité d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution de 93,3 M\$, soit un rendement de 12,8 %, comparativement à 51,6 M\$ en 2014 (rendement de 7,3 %).

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS (en milliers de \$)	2015	2014
Produits	28 234	26 720
Gains et pertes	65 076	24 832
	93 310	51 552

Les produits, composés d'intérêts, de dividendes et d'honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois, assurent une base solide de revenus favorisant la rentabilité globale du portefeuille. Les honoraires de négociation représentant 3,2 M\$ pour l'exercice 2015 (2,5 M\$ en 2014), sont gagnés par Desjardins Capital de risque inc. (DCR), le gestionnaire, et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion versés à DCR par CRCD. Ces honoraires de négociation sont considérés dans la contribution générée par les investissements à impact économique québécois, puisqu'ils font partie de l'analyse de rentabilité de ces investissements. Le profil des investissements détenus par CRCD évolue et les sommes allouées aux fonds de son écosystème prennent de plus en plus d'ampleur (voir la section suivante pour plus de détails). Ainsi, en plus des produits générés par CRCD, des produits sont générés par les investissements détenus par ces fonds de l'écosystème. Ces produits, dont la quote-part de CRCD se chiffre à 11,8 M\$ pour l'exercice 2015 (10,8 M\$ en 2014), sont présentés comme « Gains et pertes », puisqu'ils contribuent positivement à la variation de la juste valeur de la participation de CRCD dans ces fonds.

CRCD comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

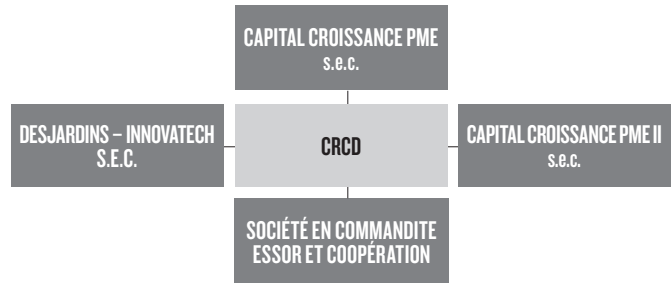
CRCD a enregistré, aux résultats de l'exercice, un gain réalisé et non réalisé de 65,1 M\$ comparativement à un gain de 24,8 M\$ pour l'exercice 2014. Pour plus de détails, se référer à la sous-section du « Rendement de l'écosystème entrepreneurial » de la section suivante.

Au 31 décembre 2015, le profil de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois s'est amélioré comparativement à celui observé au 31 décembre 2014, tel que présenté à la section « Risque de crédit et de contrepartie ».

ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL

En plus d'investir directement dans des entreprises québécoises, CRCD joue son rôle de développement économique par le biais d'investissements réalisés par divers fonds qu'il a contribué à créer, et ayant chacun sa mission spécifique. Ceci permet à CRCD de profiter d'un effet de levier en allant chercher des capitaux auprès de différents partenaires, augmentant ainsi son impact positif sur l'économie du Québec.

Principaux fonds de l'écosystème entrepreneurial



Ces fonds, également gérés par le gestionnaire de CRCD, DCR, sont :

- Le fonds Capital croissance PME s.e.c. (CCPME), créé le 1^{er} juillet 2010, a comme objectif principal d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec essentiellement sous forme de titres d'emprunt subordonnés et pour des montants ne dépassant pas 5 M\$. CRCD et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), en tant que commanditaires de ce fonds, se sont engagés à y investir, à parts égales, une somme maximale totale de 220 M\$. Au 31 décembre 2015, CRCD avait déboursé 102,5 M\$ sur son engagement total de 110 M\$. La période d'investissement de CCPME ayant pris fin le 31 décembre 2013, les fonds engagés mais non déboursés, totalisant 7,5 M\$, serviront à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes du fonds jusqu'à sa date de dissolution prévue le 1^{er} juillet 2021. Au 31 décembre 2015, un total de 146 entreprises et fonds bénéficient de 101,6 M\$ engagés par CCPME. Depuis sa création, ce fonds a déboursé un total de 189,1 M\$ dans 183 entreprises.
- CRCD annonçait, en 2013, le renouvellement de l'entente de partenariat avec la CDPQ donnant ainsi naissance, le 1^{er} janvier 2014, au fonds Capital croissance PME II s.e.c. (CCPME II). Un montant maximal de 230 M\$ additionnels, dont la majorité sera investie sur une période de trois ans, permettra aux deux partenaires de continuer à appuyer les petites et moyennes entreprises du Québec. Le taux de participation de CRCD dans le fonds CCPME II est de 50 %. Au 31 décembre 2015, CRCD avait déboursé 65,5 M\$ sur son engagement total de 115 M\$. Aussi, un total de 131 entreprises et fonds bénéficient de 130,5 M\$ engagés par CCPME II à pareille date. Depuis sa création, ce fonds a déboursé 124,3 M\$ dans 127 entreprises.
- CRCD est aussi commanditaire du fonds Desjardins – Innovatech S.E.C. (DI). DI s'est engagé à injecter un total de 85 M\$ afin d'appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement. DI a contribué à la mise en place d'accélérateurs d'entreprises innovantes en partenariat avec des organismes spécialisés localisés dans différentes régions du Québec permettant ainsi d'accompagner les entreprises du stade embryonnaire à la commercialisation. Au 31 décembre 2015, un total de 41 entreprises et fonds bénéficiaient de 61,6 M\$ engagés par DI. Le taux de participation de CRCD dans le fonds DI est de 54,5 %.
- Le fonds Société en commandite Essor et Coopération (Essor et Coopération) a pour objectif d'appuyer la création, la croissance ainsi que la capitalisation des coopératives au Québec. En 2013, CRCD et un autre partenaire s'étaient engagés à apporter des investissements respectifs de 40 M\$ et 4 M\$. De plus, CRCD a confirmé au cours de l'exercice un engagement additionnel pour sa part, d'un montant de 45 M\$, pour une capitalisation totale de 89 M\$. Depuis la création du fonds Essor et Coopération le 1^{er} janvier 2013, afin d'appuyer les coopératives dans leur développement, CRCD a déboursé 20,3 M\$ sur son engagement total de 85 M\$. Au 31 décembre 2015, un total de 13 coopératives bénéficiaient de 23,4 M\$ engagés par Essor et Coopération.

Au 31 décembre 2015, ce sont 402 entreprises, coopératives et fonds évoluant dans divers secteurs d'activité et issus de toutes les régions du Québec qui bénéficiaient de 940,4 M\$ engagés par CRCD et son écosystème, tout en contribuant au maintien et à la création de 67 500 emplois.

Les sommes allouées à ces fonds prennent de plus en plus d'ampleur. Afin de mieux gérer et suivre ses activités, CRCD considère l'évolution de sa répartition d'actif ainsi que de sa performance en fonction de profils d'investissement.

Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur taux de participation respectif.

Les profils d'investissement liés à l'activité « investissements à impact économique québécois » sont :

- « Dette » : investissements sous forme d'avances et/ou de prêts principalement non garantis et/ou d'actions privilégiées ;
- « Équité » : investissements comportant des actions ordinaires qui peuvent être jumelées à des avances et/ou des prêts principalement non garantis dans des sociétés autres que celles présentées dans le profil « Capital de risque » ;
- « Fonds externes » : investissements dans des fonds qui ne font pas partie de l'écosystème entrepreneurial de CRCD ;
- « Capital de risque » : investissements dans des entreprises spécialisées en innovations technologiques.

Rendement de l'écosystème entrepreneurial

La bonne performance de l'écosystème entrepreneurial s'explique principalement par les profils d'investissement « Équité » et « Dette » qui affichent des rendements respectifs de 10,0 % et 8,2 %. Ces rendements s'expliquent par la bonne performance de plusieurs compagnies en portefeuille, certaines ayant notamment bénéficié de la faiblesse du dollar canadien et stimulé leurs exportations. De plus, le portefeuille de CRCD étant peu exposé aux secteurs des ressources naturelles et financiers, les difficultés connues par ces secteurs en 2015 ont eu un impact limité sur les résultats de CRCD. Le profil « Fonds externes » a aussi participé cette année à ce rendement avec des gains découlant de transactions impliquant des investissements détenus par certains fonds spécialisés.

AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

Ce portefeuille, composé essentiellement d'obligations, d'instruments de marché monétaire, de fonds immobiliers et d'actions privilégiées, procure une solide base de revenus courants à CRCD et assure la disponibilité des liquidités nécessaires aux rachats d'actions ordinaires et aux investissements.

Au 31 décembre 2015, le portefeuille des autres investissements de CRCD, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 792,1 M\$, comparativement à 778,7 M\$ au 31 décembre 2014. Ces sommes étaient placées principalement sur le marché des titres à revenus fixes, dans des instruments offrant une grande liquidité et un faible risque de crédit. Au 31 décembre 2015, 70 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale (66 % au 31 décembre 2014).

La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 49 % au terme de l'exercice 2015 (52 % au 31 décembre 2014). Ce pourcentage sera appelé à reculer au fur et à mesure que CRCD identifiera de nouvelles opportunités d'investissements intéressantes. Les fonds engagés mais non déboursés de 171,1 M\$, représentant 10 % de l'actif net, seront éventuellement tirés du portefeuille des autres investissements de CRCD, pour être attribués à l'activité d'investissements à impact économique québécois.

CRCD prévoit que la proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total devrait à long terme se situer autour de 35 %. Ceci permettra d'augmenter la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

CRCD met en place des stratégies de gestion du portefeuille des autres investissements afin d'optimiser le rendement potentiel, tout en préservant les liquidités nécessaires pour pallier les besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires, ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'il prévoit effectuer.

RENDEMENT PAR PROFIL D'INVESTISSEMENT	2015				2014			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement 1 an	Contribution 1 an	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement 1 an	Contribution 1 an
	(M\$)	(%)	(%)	(%)	(M\$)	(%)	(%)	(%)
Dette	255	16,4	8,2	1,3	212	14,6	5,5	0,7
Équité	397	25,5	10,0	2,4	395	27,3	9,3	2,8
Fonds externes	51	3,2	96,3	2,4	34	2,4	0,8	0,0
Capital de risque	29	1,9	0,6	0,0	17	1,1	(4,8)	0,0
Sous-total Profils d'investissement	732	47,0	13,7	6,1	658	45,4	7,5	3,5
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	34	2,2	0,9	0,0	46	3,1	4,4	0,1
Total Écosystème	766	49,2	12,8	6,1	704	48,5	7,3	3,6

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES AUTRES INVESTISSEMENTS (en milliers de \$)	2015	2014
Produits	19 457	19 778
Gains et pertes	(1 041)	18 052
	18 416	37 830

Les produits sont composés principalement des intérêts, des dividendes et des activités de négociation sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition.

Les autres investissements ont eu une contribution de 18,4 M\$ pour l'exercice 2015, comparativement à une contribution de 37,8 M\$ en 2014. Les produits courants sont comparables à ceux de 2014.

Pour l'exercice 2015, CRCD a enregistré une perte sur son portefeuille des autres investissements de 1,0 M\$. D'une part, le portefeuille d'actions privilégiées a enregistré une perte de 10,0 M\$ qui s'explique par une vente massive des titres à taux rajustable observée sur les marchés à la suite de la baisse anticipée des taux d'intérêt obligataires ainsi qu'à la détérioration de la notation de crédit d'un des émetteurs en portefeuille. D'un autre côté, le portefeuille obligataire a enregistré un gain de 8,8 M\$ qui s'explique principalement par la baisse des taux obligataires au cours de l'année. Ainsi, les obligations types du gouvernement canadien d'une durée de 5 ans affichent un rendement à l'échéance de 0,73 % au 31 décembre 2015, à la suite d'une forte baisse de 61 points de base pour l'exercice 2015.

Au cours des dernières années, la juste valeur du portefeuille obligataire a bénéficié des baisses répétées de taux d'intérêt. L'éventuelle remontée de ces taux aura un impact négatif sur les variations de valeur non réalisées. La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise un appariement de l'échéance moyenne de ce portefeuille avec celle des besoins de liquidités prévus, atténuant du même coup les effets à long terme des fluctuations des taux obligataires sur les résultats de CRCD.

Compte tenu de la faiblesse des taux d'intérêt obligataires, CRCD a revu sa stratégie de répartition d'actif et prévoit diversifier davantage son portefeuille des autres investissements, notamment par l'ajout d'actions mondiales à compter de l'exercice 2016.

SOUSCRIPTION

CRCD offre de souscrire à ses actions ordinaires uniquement à travers le réseau des caisses Desjardins du Québec.

Au 28 février 2014, CRCD a atteint son plafond de capitalisation. Conformément aux nouvelles dispositions de sa loi constitutive, CRCD pouvait recueillir 150 M\$ pour l'émission 2015. Le taux du crédit d'impôt provincial octroyé par le gouvernement du Québec pour l'acquisition d'actions a été fixé à 45 %.

Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquiescer des actions de CRCD, le montant maximum annuel alloué par investisseur pour l'émission 2015 a été établi à 3 000 \$, ce qui procure un crédit d'impôt de 1 350 \$.

Ce crédit d'impôt était de 50 % à l'égard des actions acquises du 10 novembre 2007 au 28 février 2014 inclusivement et antérieurement au 24 mars 2006, et de 35 % pour les actions acquises du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 inclusivement.

La période de détention minimale des actions de CRCD, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat, est de sept ans jour pour jour de la date d'achat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect des montants d'émission autorisés et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect. Pour les exercices 2015 et 2014, aucun impôt spécial n'a été payé.

Au 31 décembre 2015, le capital-actions de CRCD s'élève à 1 357,7 M\$ pour 130 182 509 actions ordinaires en circulation.

Pour l'exercice 2015, CRCD a recueilli 150 M\$, soit le maximum autorisé pour son émission 2015. À titre comparatif, en 2014, CRCD avait également recueilli le maximum autorisé qui s'élevait à 63 M\$ pour cette émission.

Pour l'exercice 2015, les rachats d'actions ordinaires se sont élevés à 83 M\$ (80 M\$ en 2014).

Au 31 décembre 2015, le solde des actions éligibles au rachat s'élève à plus de 491 M\$. Au cours de l'exercice 2016, des actions additionnelles d'une valeur approximative de 167 M\$ deviendront également éligibles au rachat pour un potentiel d'environ 658 M\$ pour l'exercice 2016. CRCD est d'avis que les conditions économiques en vigueur, et plus particulièrement la faiblesse des taux d'intérêt, ont une influence sur le volume limité de rachats observé au cours des dernières années.

Les souscriptions et les rachats de l'exercice 2015 ont porté le nombre d'actionnaires à 102 222 au 31 décembre 2015, comparativement à 96 236 au 31 décembre 2014.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

CHARGES (en milliers de \$)	2015	2014
Frais de gestion	25 431	24 623
Autres frais d'exploitation	2 690	4 008
Services aux actionnaires	2 099	2 155
	30 220	30 786

CRCD a retenu les services de DCR et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion d'une durée de cinq ans est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Elle prévoit la facturation de frais distincts pour la contribution du réseau des caisses Desjardins dans l'émission des actions de CRCD. Les honoraires de négociation, représentant 3,2 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, sont gagnés par DCR et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion de CRCD.

En vertu de cette convention, CRCD s'est engagé jusqu'au 31 décembre 2015 à verser des frais de gestion équivalant à 2,02 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. Les frais feront l'objet d'une renégociation entre CRCD et son gestionnaire pour l'année 2016.

La baisse des autres frais d'exploitation de 1,3 M\$ s'explique principalement par la diminution des honoraires professionnels liés à l'investissement comparativement à l'exercice 2014. Cet écart est aussi relié à la baisse des frais d'implantation d'un nouveau logiciel de gestion des investissements. Ce système, implanté en novembre 2014, permet de gérer l'augmentation du volume des investissements directs et indirects.

CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de CRCD, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention, qui venait à échéance le 31 décembre 2015, a été renouvelée aux mêmes conditions jusqu'au 30 juin 2016, à l'exception de la tarification qui a été révisée depuis le 1^{er} janvier 2015 et qui s'appliquera à tout renouvellement ou nouvelle convention jusqu'au 31 décembre 2019.

CRCD a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. La durée de cette convention est d'un an, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin. Elle sera renouvelée, d'année en année, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties. De plus, des frais d'émission d'actions nets d'impôts de 1,7 M\$, payables au réseau des Caisses Desjardins pour l'émission 2015, ont été comptabilisés en diminution du capital-actions.

Les impôts sur les bénéfices s'élèvent à 4,3 M\$ pour l'exercice 2015 comparativement à 7,3 M\$ pour la même période en 2014. La nature des produits a une influence importante puisque, contrairement aux revenus d'intérêts, les dividendes ne sont généralement pas imposables et le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursements d'impôts.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour l'exercice 2015, les entrées de liquidités liées aux souscriptions nettes des rachats et des frais d'émission s'élèvent à 62,4 M\$ (sorties de liquidités liées aux rachats nets des souscriptions de 16,6 M\$ en 2014). Les activités opérationnelles ont généré une utilisation nette de liquidités de 82,3 M\$, comparativement à une entrée nette de liquidités de 48,9 M\$ en 2014.

Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois sont de 168,5 M\$ pour l'exercice 2015 (132,8 M\$ en 2014) alors que les produits de cessions se sont élevés à 136,8 M\$ (189,4 M\$ en 2014). Le portefeuille des autres investissements affiche une utilisation nette de fonds de 63,9 M\$ pour l'exercice 2015, comparativement à une utilisation nette de fonds de 16,8 M\$ pour l'exercice 2014.

Au 31 décembre 2015, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 32,6 M\$ (52,5 M\$ au 31 décembre 2014).

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$. Dans l'éventualité où les besoins de fonds excédaient les anticipations, cette marge pourrait être utilisée, sur une base temporaire, pour faire face aux obligations de CRCD. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau de liquidités conservé tout en réduisant les risques de devoir disposer rapidement d'actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses. Cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours des exercices 2015 et 2014.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des obligations de CRCD est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, CRCD n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen terme et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions émises depuis au moins sept ans pour les actionnaires qui en feront la demande.

VISION, MISSION, OBJECTIFS ET STRATÉGIES DE CRCD

CRCD a vu le jour le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la *Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins* adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. CRCD a été constitué à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, DCR, assure la gestion de ses activités.

VISION ET MISSION

CRCD travaille à valoriser et garder le meilleur de l'entrepreneuriat québécois, car c'est une richesse collective qui nous appartient. Pour ce faire, CRCD a défini sa vision comme suit :

Voir à ce que notre avenir économique prenne racine, ici et maintenant, c'est capital.

Dans cet esprit, la mission de CRCD s'énonce ainsi :

Activer l'entrepreneuriat d'ici en privilégiant la propriété québécoise et en se prolongeant dans les générations à venir, afin d'accroître notre richesse collective. En créant des passerelles vers demain, nous contribuons ensemble à la vitalité de toute une économie.

OBJECTIFS

Afin de réaliser sa mission, CRCD s'est fixé trois grands objectifs :

- Proposer des montages financiers et des stratégies de développement adaptées aux nouveaux besoins des entreprises, notamment concernant le transfert ou le rachat d'entreprises, afin de conserver et maintenir les emplois et la propriété d'entreprises au Québec;
- Valoriser les entreprises partenaires;
- Gérer les actifs financiers de façon intégrée afin d'assurer un rendement raisonnable aux actionnaires.

CRCD compte réaliser ses objectifs d'investissements, entre autres, en assurant sa présence dans toutes les régions du Québec grâce à la vingtaine de bureaux d'affaires de son gestionnaire, ainsi qu'en appuyant les besoins de plus en plus croissants en matière de transfert d'entreprises.

STRATÉGIES DE CRCD

La réalisation de la mission et la vision de CRCD s'appuient sur les quatre orientations stratégiques suivantes :

- Renforcer le développement économique régional;
- Assurer un rendement raisonnable sur le capital;
- Assurer une capitalisation suffisante pour atteindre les objectifs d'affaires;
- Optimiser l'impact du réseau de distribution.

En ce sens, le gestionnaire de CRCD regroupe ses équipes de manière à se doter d'une structure optimale en termes d'efficacité et de contrôle des frais de gestion. Ce regroupement administratif vise à répondre adéquatement au mandat de développement des régions et des coopératives, ainsi qu'à celui du développement économique du Québec en général.

Comme décrit précédemment, afin de mieux gérer ses activités, CRCD suit l'évolution de sa répartition d'actif ainsi que de sa performance en fonction de profils d'investissement. Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur taux de participation respectif.

CRCD vise un équilibre entre sa mission de développement économique régional et un rendement raisonnable à long terme pour ses actionnaires. En utilisant une approche globale de gestion de ses actifs financiers, CRCD considère son portefeuille d'investissements à impact économique québécois et son portefeuille des autres investissements de façon conjointe. Cette approche de gestion permet à CRCD d'obtenir un portefeuille global équilibré et de limiter la volatilité du prix de l'action selon différents scénarios économiques possibles tout au long de la période de détention.

Pour ce faire, la stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD se décline ainsi :

- Les actifs financiers de CRCD sont gérés de manière intégrée et globale, ce qui signifie que la répartition d'actif cible doit être structurée de façon à réduire les risques inhérents à certaines catégories d'actif des portefeuilles d'investissements par la diversification.
- L'objectif est d'optimiser le rapport rendement/risque après impôts et taxes des actifs financiers de CRCD, et ce, dans le respect de son rôle en tant qu'agent de développement économique, de limiter la volatilité semestrielle du prix de l'action et de procurer aux actionnaires un rendement raisonnable.
- Une partie suffisante des actifs financiers de CRCD doit être investie dans des titres liquides afin de répondre aux demandes de rachats d'actions de CRCD en excédent de ses émissions d'actions.
- Une partie suffisante des actifs financiers de CRCD doit être investie dans des titres générant un revenu courant afin d'assumer les charges de CRCD.

Finalement, CRCD doit réaliser sa mission à l'intérieur de certaines règles dont investir 60 % de son actif net moyen dans les entreprises québécoises admissibles et 35 % de ces investissements doivent être effectués dans les régions ressources du Québec ou dans les coopératives admissibles. Si ces normes n'étaient pas respectées, des pénalités pourraient être assumées par CRCD. Aux 31 décembre 2015 et 2014, aucune somme n'était exigible en vertu de ces normes.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, les normes d'admissibilité ont été modifiées. Pour plus de détails, se référer à la section « Événements récents ».

GESTION DES RISQUES

GOVERNANCE DES RISQUES

Le conseil d'administration (« le conseil ») est composé de treize administrateurs, dont une majorité sont indépendants, et sa présidence est assurée par un administrateur indépendant. Le conseil administre les affaires de CRCD et voit à la réalisation de la mission. À ce titre, ses principales fonctions sont de deux ordres : l'orientation et la surveillance de l'ensemble des activités et des risques de CRCD.

Ses fonctions d'orientation consistent notamment à s'assurer du respect de la mission de CRCD et à approuver les grandes orientations stratégiques. Quant à ses fonctions de surveillance, elles sont, entre autres, de s'assurer que les risques importants soient encadrés par les différents comités et de surveiller le risque stratégique et le risque de réputation lié à l'investissement.

Pour ce faire, le conseil est appuyé par huit comités qui lui font régulièrement rapport et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire rend compte des activités imparties par l'entremise des membres de sa direction qui assistent aux réunions du conseil et des comités.

Outre les mandats spécifiques confiés à l'occasion par le conseil, les principales responsabilités des comités sont présentées ci-après.

Comité exécutif

Le comité exécutif est composé de six administrateurs dont la majorité sont indépendants. Il a l'autorité d'exercer tous les pouvoirs du conseil, sauf ceux qui, en vertu de la loi constitutive, doivent être exercés exclusivement par le conseil ou ceux que celui-ci se réserve expressément.

Ce comité assume les responsabilités décrites en sept principaux volets : (i) gouvernance et évaluation de la performance (ii) gestion des risques (iii) fonctionnement du conseil et des comités (iv) souscriptions (v) investissements (risque de crédit et de contrepartie) (vi) actionnariat (reddition de comptes aux actionnaires et divulgation) et (vii) autres fonctions (risques opérationnels).

Plus particulièrement, en plus d'être responsable du processus global de la gestion des risques, il a un rôle de surveillance des risques particuliers : stratégique, de la dépendance liée au partenariat avec Desjardins, de poursuites, de réputation (général), de non-conformité aux règlements et aux lois, de non-conformité en lien avec les souscriptions et les rachats et d'impartition, excluant Desjardins Gestion internationale d'actifs (DGIA), conseiller en valeur.

Comité d'audit

Le comité d'audit est composé exclusivement d'administrateurs indépendants, au nombre de quatre, qui possèdent des connaissances financières suffisantes pour exercer leur mandat et qui ont collectivement un éventail d'expertises pertinentes.

Ce comité a comme mandat général d'assister le conseil dans son rôle de surveillance et de reddition de comptes sur les éléments reliés à la qualité, la fiabilité et l'intégrité de l'information financière et de l'information continue. Son rôle comporte également un volet lié aux activités de l'auditeur indépendant, son rendement, son indépendance, sa nomination et sa rémunération.

Il surveille plus spécifiquement les risques opérationnels liés à la reddition de comptes aux actionnaires et à la divulgation publique, au traitement des transactions, à la fraude interne et externe et au dysfonctionnement des systèmes.

Comité de gestion des actifs financiers

Le comité de gestion des actifs financiers est composé de six administrateurs, dont une majorité sont indépendants, qui possèdent un éventail d'expertises complémentaires et des connaissances financières, comptables et économiques suffisantes afin de bien comprendre la nature des actifs financiers que détient CRCD et les risques financiers qui en découlent.

Ce comité a comme mandat principal la coordination et l'arrimage des actifs financiers de CRCD, afin d'optimiser l'équilibre rendement/risque global. Il effectue le suivi de la performance de CRCD et s'assure du respect par celui-ci des cibles réglementaires.

Ce comité assume de plus un rôle de surveillance des risques de marché liés aux taux d'intérêt, aux devises et aux marchés boursiers, de crédit et de contrepartie (autres investissements), de concentrations géographique et sectorielle, de liquidité et d'impartition à DGIA.

Comité de gouvernance et d'éthique

Le comité de gouvernance et d'éthique est composé exclusivement d'administrateurs indépendants, actuellement au nombre de trois, qui possèdent un éventail d'expertises complémentaires et des connaissances en gouvernance, en éthique, en déontologie ou en droit.

Ce comité a le mandat général de faire rapport au conseil sur toute question relative à l'application du Code de déontologie de CRCD que le conseil a pu lui soumettre et joue un rôle de promotion de ce code auprès des administrateurs, des membres de comités et des ressources du gestionnaire. Il veille, en lien avec le conseil, au respect de la mission et des valeurs de CRCD. Il s'assure également de la mise à jour de la politique de gouvernance et des chartes des comités, analyse les situations de conflits d'intérêts, en plus d'exercer un suivi de la réglementation et des tendances en matière de gouvernance.

Ce comité surveille de plus le risque de transactions avec des apparentés (personnes liées) et le risque de non-conformité lié à la gouvernance et à l'indépendance des administrateurs et des membres de comités.

Comité d'évaluation de portefeuilles

Le comité d'évaluation de portefeuilles est composé de cinq membres, soit deux administrateurs indépendants de CRCD dont l'un en assume la présidence et trois membres externes. La majorité des membres sont des évaluateurs qualifiés indépendants possédant collectivement un éventail d'expertises pertinentes à leur mandat.

Ce comité a comme mandat général de surveiller le risque opérationnel lié à la non-conformité aux règles d'évaluation de portefeuilles. Son rôle consiste notamment en la révision semestrielle de toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois de CRCD, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus servant à l'évaluation est conforme à la réglementation applicable à CRCD.

Comités d'investissement

Le comité d'investissement Dette subordonnée est composé de sept membres, soit deux administrateurs de CRCD et cinq membres externes, le comité d'investissement Équité est composé de huit membres, soit trois administrateurs

de CRCD et cinq membres externes, alors que le comité d'investissement Innovation est composé de cinq membres, soit deux administrateurs de CRCD et trois membres externes.

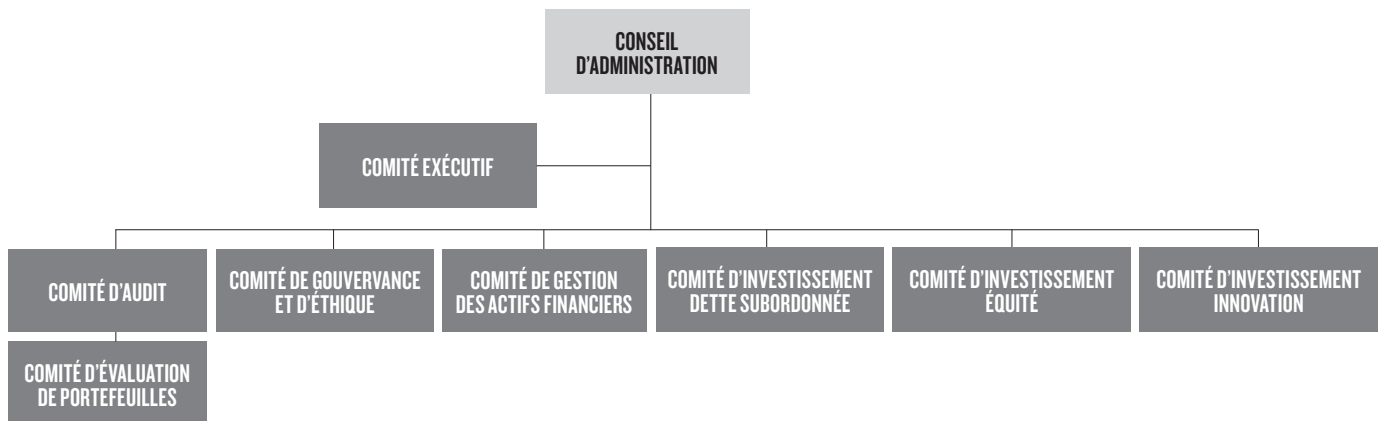
Le président de chacun des comités est nécessairement un administrateur de CRCD et la majorité des membres sont indépendants. Les membres sont nommés en considération de leur maîtrise et de leur expérience dans les secteurs ciblés aux diverses politiques régissant les activités d'investissement et pour leur capacité à apprécier la qualité et détecter les risques liés à un investissement.

Le mandat général de ces comités consiste à autoriser ou à recommander, dans les limites du processus décisionnel approuvé par le conseil, des transactions d'investissement, de réinvestissement et de désinvestissement présentées par le gestionnaire de CRCD.

Le comité d'investissement Dette subordonnée étudie les dossiers requérant un financement hybride se situant entre l'équité et le financement traditionnel. De son côté, le comité d'investissement Équité étudie les dossiers de sociétés requérant des capitaux propres ou tout dossier ayant une combinaison d'équité et de dette subordonnée. Quant au comité d'investissement Innovation, il étudie les dossiers de sociétés requérant des capitaux propres ou tout dossier ayant une combinaison d'équité et de dette subordonnée et qui font appel à des innovations technologiques ou industrielles ou qui misent sur de nouvelles utilisations de technologies existantes

Ces comités ont également un rôle de surveillance des risques de réputation liés à l'investissement, de crédit et de contrepartie (investissements à impact économique québécois), de sélection et de suivi des administrateurs des entreprises dans lesquelles CRCD est investisseur directement ou indirectement et de non-conformité environnementale ainsi que du risque opérationnel lié au processus d'investissement.

L'encadrement de gouvernance en 2016 se présente comme suit :



RELEVÉ DES PRÉSENCES ET RÉMUNÉRATION

Le tableau suivant indique le relevé des présences et la rémunération des administrateurs et des membres externes de comités de CRCD pour l'exercice 2015.

NOMS	CONSEIL D'ADMINISTRATION	COMITÉ EXÉCUTIF	COMITÉ D'AUDIT	COMITÉ DE GESTION DES ACTIFS FINANCIERS	COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE	COMITÉ D'ÉVALUATION DE PORTEFEUILLES	COMITÉ D'INVESTISSEMENT DETTE SUBORDONNÉE	COMITÉ D'INVESTISSEMENT ÉQUITÉ	COMITÉ D'INVESTISSEMENT INNOVATION	RÉMUNÉRATION
(nombre de réunions et sessions d'accueil ou de formation)	11	10	6	4	8	3	15	17	7	(\$)
Chantal Bélanger	9/11	6/6	6/6		8/8	2/3				41 450
Ève-Lyne Biron	10/11			1/1	5/6		10/12			31 200
Évangéliste Bourdages	3/3	1/1			2/2					8 325
Joane Demers	8/8		4/4							19 200
Roger Demers	11/11	6/6		2/3				16/17		42 375
Marlène Deveaux	11/11	9/10	5/6				15/15			43 175
Maurice Doyon	11/11	10/10		4/4			2/3		7/7	43 900
André Gabias	11/11				7/8					29 775
André Lachapelle	3/3	3/4		2/2						22 850
Jean-Claude Loranger	11/11			4/4						24 600
Bruno Morin	11/11	10/10		4/4				16/17		60 000
Jacques Plante	11/11	10/10	2/2	3/3		3/3				53 800
Claudine Roy	10/11			4/4						23 400
Xavier Simard	9/11		6/6						6/7	26 100
Louis-Régis Tremblay	8/8							11/11		24 900
Pierre Barnès*								15/17		14 700
Marie-Claude Boulanger*							13/15			11 400
Guy Delisle*							13/15			12 000
Marc-André Dionne*								16/17		14 400
Michel Duchesne*							14/15			12 300
Marie-Claude Gévry*								15/17		15 000
Yves Lavoie*							15/15			12 900
Lynn McDonald*								17/17		16 200
Muriel McGrath*									7/7	8 700
Sébastien Mailhot*						3/3				6 700
Michel Martineau*						3/3				6 700
Marcel Ostiguy*								17/17		15 900
George Rossi*						3/3				6 700
Michel Rouleau*							15/15			13 200
Thom Skinner*									7/7	8 700
Normand Tremblay*									7/7	8 700
Rémunération totale										679 250

* Membre externe de comité

AFIN DE FACILITER LA COMPRÉHENSION DU TABLEAU

La rémunération comprend les indemnités et les allocations de présence relativement aux réunions du conseil d'administration et des comités, aux sessions d'accueil, aux séances de formation et aux rencontres de travail des comités spéciaux.

Bruno Morin, directeur général, reçoit un salaire fixe de 60 000 \$ par année depuis le 1^{er} janvier 2014.

Évangéliste Bourdages a siégé à titre d'administrateur jusqu'au 27 mars 2015.

André Lachapelle a siégé à titre de président du conseil jusqu'au 27 mars 2015.

Jacques Plante siège à titre de président du conseil depuis le 27 mars 2015.

Louis-Régis Tremblay et Joane Demers siègent à titre d'administrateur depuis le 27 mars 2015.

Muriel McGrath, Normand Tremblay et Thom Skinner siègent à titre de membre externe du comité d'investissement Innovation depuis le 9 avril 2015.

NOTE AUX LECTEURS

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie, les risques de concentration et les risques de liquidités ont été auditées par l'auditeur indépendant de CRCD dans le cadre de l'audit des états financiers individuels, sur lesquels un rapport de l'auditeur indépendant a été émis le 18 février 2016.

RISQUES DE MARCHÉ

Il s'agit ici du risque lié à la participation de CRCD aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par CRCD. Les différents risques composant les risques de marché ayant un effet direct sur CRCD sont énumérés ci-après.

Avec l'approche globale utilisée par CRCD pour la gestion de ses actifs financiers, l'incidence des risques de taux d'intérêt et de marchés boursiers et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions sur la valeur au marché des titres à revenus fixes et des fonds immobiliers détenus en portefeuille dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire, des obligations et des actions privilégiées pour une juste valeur totale de 779,9 M\$ (766,5 M\$ au 31 décembre 2014). Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois sont constitués de prêts et avances et d'actions privilégiées pour une juste valeur de 291,2 M\$ (257,7 M\$ au 31 décembre 2014).

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 37,6 M\$ (46,4 M\$ au 31 décembre 2014) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt, compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de CRCD de les conserver jusqu'à terme.

Les obligations d'une juste valeur de 664,5 M\$ (648,1 M\$ au 31 décembre 2014) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 33,8 M\$ du résultat net représentant une diminution de 2,1 % du prix de l'action de CRCD au 31 décembre 2015 (24,5 M\$ pour 1,6 % au 31 décembre 2014). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné une hausse du résultat net de 35,9 M\$ représentant une augmentation de 2,2 % du prix de l'action (25,7 M\$ pour 1,7 % au 31 décembre 2014). Compte tenu que CRCD apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les fonds immobiliers et les actions privilégiées, d'une juste valeur de 13,1 M\$ (3,0 M\$ au 31 décembre 2014) et 77,8 M\$ (72,1 M\$ au 31 décembre 2014) respectivement, peuvent également être touchés par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas nécessairement de corrélation entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur de ces deux catégories d'actif.

Dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les prêts et avances et les actions privilégiées pour lesquels CRCD détient également des actions participantes dans la même entreprise et ceux qui sont escomptés, totalisant une juste valeur de 114,0 M\$ (105,4 M\$ au 31 décembre 2014), ne sont pas sensibles à la variation des taux d'intérêt. En revanche, les autres prêts et avances et actions privilégiées inclus dans le portefeuille, totalisant une juste valeur de 177,1 M\$ (152,3 M\$ au 31 décembre 2014), sont sensibles à la variation des taux d'intérêt. Par contre, le risque de taux d'intérêt lié aux autres prêts et avances et aux actions privilégiées inclus dans le portefeuille est limité compte tenu des montants en jeu.

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour CRCD. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 31 décembre 2015, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions cotées pour une valeur de 0,8 M\$ (0,9 M\$ au 31 décembre 2014). Ainsi, toute variation des marchés boursiers n'aurait pas eu d'incidence directe significative sur le résultat net de CRCD.

Risque de devises

L'évolution de la devise exerce une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de CRCD. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère, puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Ces actifs, dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère, représentent une juste valeur de 85,8 M\$ soit 5,2 % de l'actif net au 31 décembre 2015, comparativement à 78,6 M\$ soit 5,2 % de l'actif net au 31 décembre 2014.

CRCD vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère. Une marge de crédit de 5 M\$ a été accordée à CRCD pour ses transactions sur contrats de change. Au 31 décembre 2015, CRCD détient des contrats de change en vertu desquels il devra livrer 62,7 M\$ US (70,5 M\$ US au 31 décembre 2014) au taux de 1,3927 \$ CA/\$ US (1,1629 \$ CA/\$ US au 31 décembre 2014), et ce, le 31 mars 2016.

Au 31 décembre 2015, l'exposition nette de CRCD aux monnaies étrangères est ainsi limitée à 1,0 M\$ (3,2 M\$ au 31 décembre 2014). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de CRCD.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, CRCD est exposé au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par profil d'investissement, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, CRCD restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

CRCD n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des instruments financiers à la date de clôture, à laquelle il faut ajouter les fonds engagés mais non déboursés.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 9, selon les critères de risque définis par le système RiskAnalyst de Moody's. Par la suite, les entreprises se retrouvant avec une cote supérieure ou égale à 7 font l'objet d'une révision mensuelle, afin de les répartir entre les cotes 7 à 12.

Les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds sont présentés dans la catégorie « Risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Le tableau suivant permet de constater une amélioration globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois répartis par cote de risque dans les proportions suivantes (montants à la juste valeur) :

		AU 31 DÉCEMBRE 2015		AU 31 DÉCEMBRE 2014	
Cotes		(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	798 758	97,7	671 168	94,4
7 à 9	À risque	9 081	1,1	17 265	2,4
10 à 12	À haut risque et en insolvabilité	9 360	1,2	22 490	3,2

De plus, CRCD est exposé au risque de crédit sur des instruments financiers non comptabilisés à l'actif, soit les fonds engagés mais non déboursés relatifs au portefeuille d'investissements à impact économique québécois. Le tableau suivant indique la répartition par cote de risque des fonds engagés mais non déboursés à la date de présentation de l'information financière :

		AU 31 DÉCEMBRE 2015		AU 31 DÉCEMBRE 2014	
Cotes		(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	171 082	100,0	193 764	100,0

Pour le portefeuille obligataire, représentant 83,7 % de la juste valeur du portefeuille des autres investissements, le risque de crédit est géré par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant des cotes de crédit réparties ainsi :

		AU 31 DÉCEMBRE 2015		AU 31 DÉCEMBRE 2014	
Cotes		(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
AAA		336 401		301 901	
AA		122 857		100 851	
A		137 323		190 205	
BBB		64 781		51 878	
BB		3 181		3 238	

Les cotes d'évaluation du risque de crédit sont celles établies par les agences de notation reconnues.

Conformément à la politique de gestion globale des actifs financiers, les actions privilégiées et les instruments de marché monétaire ont une cote de crédit minimale de Pfd-2 low, et de A-2 ou R-1 faible, respectivement. Ces cotes de crédit élevées limitent le risque de crédit associé à ces instruments financiers.

Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de CRCD lors de transactions au comptant.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la Caisse centrale Desjardins.

RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration découle de la possibilité qu'une portion importante du portefeuille d'investissements à impact économique québécois ou du portefeuille des autres investissements de CRCD se retrouve dans une entité, une région ou un produit financier, ce qui pourrait rendre CRCD vulnérable aux difficultés financières de ces sous-ensembles.

Risque de concentration dans une entité

Conformément à sa loi constitutive, ses politiques et directives internes, le montant que CRCD peut investir dans une entité ou un ensemble d'entités associées est limité à un pourcentage de son actif, et ce, autant pour le portefeuille des investissements à impact économique québécois que pour le portefeuille des autres investissements.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs et les fonds engagés mais non déboursés) :

		AU 31 DÉCEMBRE 2015		AU 31 DÉCEMBRE 2014	
		% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois		38,0	22,9	37,4	22,5
Autres investissements*		44,0	22,0	41,2	22,1

* Les émetteurs gouvernementaux représentent 90 % (100 % au 31 décembre 2014) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

Risque de concentration par région

Dictée par sa mission de développement économique du Québec, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois est essentiellement constitué d'entreprises dont la majorité des employés résident au Québec. De plus, au moins 35 % de ces investissements doivent être réalisés dans des entreprises situées en régions ressources ou dans des coopératives. Le rendement de ce portefeuille est donc influencé par le contexte économique québécois ainsi que par celui des régions ressources. Au 31 décembre 2015, le profil des investissements à impact économique québécois représente 50,0 % de l'actif net (47,3 % au 31 décembre 2014).

CRCD s'est doté d'une politique de gestion globale des actifs financiers et de directives d'investissement encadrant notamment les activités du portefeuille des autres investissements qui limite actuellement la possibilité de détention de titres étrangers. Au 31 décembre 2015, le portefeuille des autres investissements est composé à 100 % de titres canadiens (100 % au 31 décembre 2014). Le rendement du portefeuille des autres investissements est donc fortement influencé par le contexte économique canadien. Au 31 décembre 2015, le profil des autres investissements représente 49,0 % de l'actif net (51,8 % au 31 décembre 2014).

Risque de concentration dans un produit financier

La politique de gestion globale des actifs financiers favorise une gestion intégrée et globale du portefeuille des investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements. La politique établit des balises par catégorie de titres et celles-ci sont appliquées par le gestionnaire. Au 31 décembre 2015, les titres obligataires représentent 40,5 % de l'actif net (43,1 % au 31 décembre 2014). Le pourcentage de détention élevé de cette catégorie de titres vise à équilibrer l'ensemble du portefeuille entre le risque et le rendement tout en répondant aux besoins de liquidités de CRCD.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, CRCD se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendant des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui à long terme devraient représenter près de 30 % des actifs sous gestion et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations se rapproche de l'échéance

moyenne des sorties de fonds prévues, CRCD peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque. De plus, des facilités de crédit sont mises en place afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités. Ces facilités de crédit n'ont pas été utilisées au cours des exercices 2015 et 2014.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

INVESTISSEMENTS – ADMISSIBILITÉ

À la fin de chaque exercice, la part des investissements de CRCD dans les entités admissibles et les autres investissements qualifiés qui ne comportent aucun cautionnement ou aucune hypothèque et effectués à titre de premier acquéreur, doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen ajusté de CRCD pour l'exercice précédent, et au moins 35 % de ce pourcentage doit être investi dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles.

À la suite du budget provincial de mars 2015, à partir de 2016, il n'y aura plus de pénalités à payer si les cibles ne sont pas rencontrées. Ceci sera remplacé par une réduction de l'émission de capital autorisée pour la période de capitalisation suivant la fin de l'exercice financier. Le budget prévoit aussi une augmentation annuelle de 1 % de la cible actuelle de 60 % à chacune des cinq prochaines années pour atteindre 65 % en 2020. La cible pour les entités situées dans les régions ressources du Québec et dans les coopératives admissibles doit continuer de représenter 35 % de ce pourcentage qui passera de 60 % à 65 % d'ici 2020.

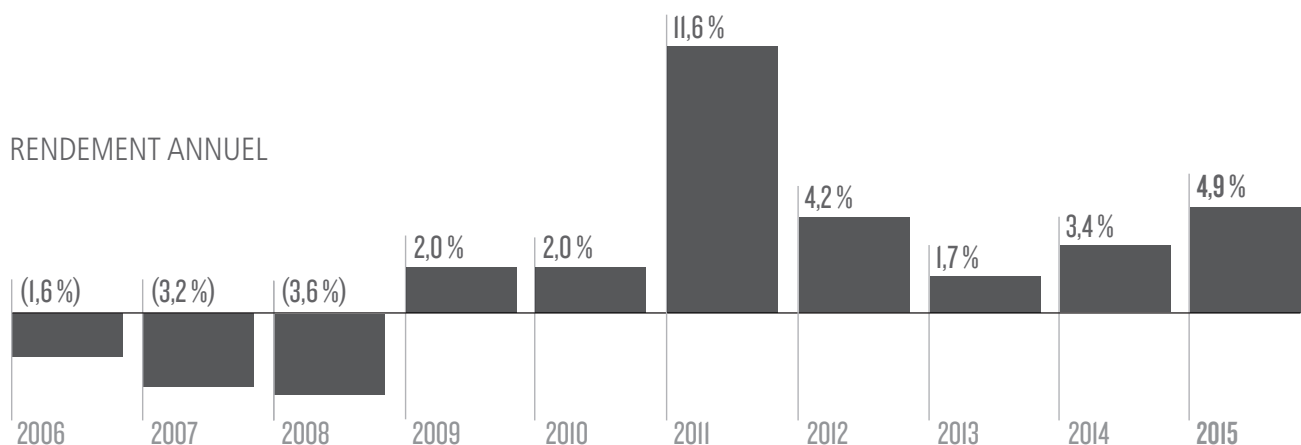
RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente les rendements historiques obtenus par CRCD. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais administratifs de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

RENDEMENT ANNUEL

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de CRCD et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les dix derniers exercices. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.

RENDEMENT ANNUEL



RENDEMENT COMPOSÉ DE L'ACTION ORDINAIRE AU 31 DÉCEMBRE 2015

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

10 ANS	7 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
2,0 %	4,1 %	4,9 %	3,2 %	4,6 %

APERÇU DU PORTEFEUILLE

PRINCIPAUX PROFILS D'INVESTISSEMENT

Au 31 décembre 2015, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de CRCD sur la base de la juste valeur se répartissaient comme suit :

PROFILS D'INVESTISSEMENT	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois*	
Dette	16,7
Équité	26,6
Fonds externes	3,9
Capital de risque	1,5
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	1,3
Total – Investissements à impact économique québécois	50,0
Autres investissements	
Encaisse et instruments de marché monétaire	3,0
Obligations	40,5
Actions privilégiées	4,7
Fonds immobiliers	0,8
Total – Autres investissements	49,0

* Incluant les contrats de change

PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DÉTENUS

Au 31 décembre 2015, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par CRCD sur la base de la juste valeur étaient les suivants :

ÉMETTEURS	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois – 15 émetteurs *	34,5
Fiducie du Canada pour l'habitation	7,4
LNH Banque Toronto Dominion (garanti SCHL)	5,5
Hydro-Québec	3,6
LNH Merrill Lynch Canada, Inc.	3,2
Banque Royale du Canada	2,2
Banque Toronto Dominion	2,0
Banque Scotia	1,8
Province de l'Ontario	1,4
Province de l'Alberta	1,3
Gouvernement du Canada	1,2

* Les 15 émetteurs représentant collectivement 34,5 % de l'actif net de CRCD sont :

- A. & D. Prévost inc.
- ACCEO Solutions inc.
- Agropur Coopérative
- Avjet Holding inc.
- Camso inc.
- Capital croissance PME s.e.c.
- Capital croissance PME II s.e.c.
- Congebec Logistique inc.
- Desjardins – Innovatech S.E.C.
- Exo-s inc.
- Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.
- Groupe Atis inc.
- Groupe Telecon
- Industries Fournier inc. (Les)
- La Coop fédérée

Cet aperçu du portefeuille de CRCD peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par CRCD.

Le 18 février 2016

Le 18 février 2016

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers individuels de CRCD ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier annuel sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, le directeur général et le chef de la direction financière de CRCD ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité d'audit. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 18 février 2016. Établis selon les IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board, ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers de CRCD.

(signé) Yves Calloc'h, CPA, CA

Chef de la direction financière

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers individuels
31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)



Le 18 février 2016

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons effectué l'audit des états financiers individuels ci-joints (les « états financiers ») de Capital régional et coopératif Desjardins, qui comprennent les bilans aux 31 décembre 2015 et 2014, les états du résultat global, des variations de l'actif net et les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices terminés les 31 décembre 2015 et 2014, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
T : +1 514 205-5000, F : +1 514 876-1502*



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins aux 31 décembre 2015 et 2014 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

(signée) PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l. ¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Capital régional et coopératif Desjardins

Bilans individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires en circulation et l'actif net par action ordinaire)

	Note	2015 \$	2014 \$
Actif			
Investissements à impact économique québécois	7	817 199	710 923
Autres investissements	8	793 604	769 545
Impôts sur le bénéfice	18	13 737	17 399
Comptes débiteurs	10	36 145	30 232
Encaisse	11	12 244	9 174
		<u>1 672 929</u>	<u>1 537 273</u>
Passif			
Billets à payer et passifs financiers	12	26 309	22 148
Comptes créditeurs	13	4 544	8 746
Impôts sur le bénéfice	18	-	3 917
		<u>30 853</u>	<u>34 811</u>
Actif net	15	<u>1 642 076</u>	<u>1 502 462</u>
Nombre d'actions ordinaires en circulation		<u>130 182 509</u>	<u>124 664 633</u>
Actif net par action ordinaire		12,61	12,05

Au nom du conseil d'administration de Capital régional et coopératif Desjardins,

(signé) Jacques Plante, CPA, CA, administrateur

(signé) Chantal Bélanger, FCPA, FCGA, administratrice

Les notes afférentes aux états financiers individuels ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

États individuels du résultat global

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et le bénéfice net par action ordinaire)

	Note	2015 \$	2014 \$
Produits			
Intérêts	7	30 284	35 509
Dividendes		14 167	8 455
Frais d'administration		818	458
		45 269	44 422
Gains (pertes) sur investissements			
Réalisés		37 242	63 942
Non réalisés		26 793	(21 058)
		64 035	42 884
Total des produits et des gains (pertes) sur investissements		109 304	87 306
Charges			
Frais de gestion		25 431	24 623
Autres frais d'exploitation	17	2 690	4 008
Services aux actionnaires	17	2 099	2 155
		30 220	30 786
Bénéfice avant impôts		79 084	56 520
Impôts sur le bénéfice	18	4 278	7 275
Bénéfice net de l'exercice		74 806	49 245
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires		127 500 449	123 772 429
Bénéfice net par action ordinaire		0,59	0,40

Les notes afférentes aux états financiers individuels ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

États individuels des variations de l'actif net

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	<u>Capital-actions (note 15)</u>		Bénéfices non répartis	Actif net
	<u>Nombre</u>	<u>\$</u>	<u>\$</u>	<u>\$</u>
Solde au 31 décembre 2014	124 664 633	1 278 650	223 812	1 502 462
Bénéfice net de l'exercice	-	-	74 806	74 806
Opérations sur le capital-actions⁽¹⁾				
Émission d'actions ordinaires	12 425 691	149 882	-	149 882
Frais d'émission, nets des impôts de 1 162 \$	-	(1 750)	-	(1 750)
Rachat d'actions ordinaires	(6 907 815)	(69 093)	(14 231)	(83 324)
Solde au 31 décembre 2015	<u>130 182 509</u>	<u>1 357 689</u>	<u>284 387</u>	<u>1 642 076</u>
Solde au 31 décembre 2013	126 164 932	1 285 213	185 363	1 470 576
Bénéfice net de l'exercice	-	-	49 245	49 245
Opérations sur le capital-actions⁽¹⁾				
Émission d'actions ordinaires	5 277 360	62 906	-	62 906
Frais d'émission, nets des impôts de 507 \$	-	(764)	-	(764)
Rachat d'actions ordinaires	(6 777 659)	(68 705)	(10 796)	(79 501)
Solde au 31 décembre 2014	<u>124 664 633</u>	<u>1 278 650</u>	<u>223 812</u>	<u>1 502 462</u>

⁽¹⁾ Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Les notes afférentes aux états financiers individuels ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Tableaux individuels des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2015 \$	2014 \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Bénéfice net de l'exercice	74 806	49 245
Ajustements sans effet sur la trésorerie :		
Pertes (gains) sur investissements	(64 035)	(42 884)
Amortissement des primes et des escomptes sur les autres investissements	2 002	2 587
Impôts différés	(924)	1 903
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(1 440)	(2 394)
Variation des actifs et des passifs opérationnels :		
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	5 167	(1 724)
Comptes débiteurs	799	(1 231)
Impôts sur le bénéfice à payer	(3 336)	3 336
Comptes créditeurs	308	223
Acquisition d'investissements à impact économique québécois	(168 525)	(132 790)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	136 776	189 400
Acquisition d'autres investissements	(1 071 912)	(751 149)
Produit de la cession d'autres investissements	1 007 986	734 337
	<u>(82 328)</u>	<u>48 859</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Émission d'actions ordinaires	145 699	62 906
Rachat d'actions ordinaires	(83 324)	(79 501)
	<u>62 375</u>	<u>(16 595)</u>
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	(19 953)	32 264
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	<u>52 548</u>	<u>20 284</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	<u>32 595</u>	<u>52 548</u>
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Intérêts reçus	30 771	35 283
Dividendes reçus	14 020	8 467
Impôts sur le bénéfice payés	3 371	3 760

Les notes afférentes aux états financiers individuels ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1 Loi constitutive, administration et investissements

Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) est constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (R.L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputé avoir été constitué par dépôt de statuts le 1^{er} juillet 2001. CRCD a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social. CRCD a comme place d'affaires le 2, Complexe Desjardins, tour Est, bureau 1717, Montréal (Québec), Canada, et son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada.

Administration

Les activités de CRCD sont administrées par un conseil d'administration composé de 13 membres :

- Huit personnes nommées par la présidente du Mouvement des caisses Desjardins;
- Deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- Deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- Le directeur général de CRCD.

Investissements

CRCD peut faire des investissements avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$ ou l'avoir net, inférieur ou égal à 50 M\$.

CRCD peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à quinze ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à CRCD d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, CRCD ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

À la fin de chaque exercice, la part des investissements de CRCD dans des entités admissibles, de même que les autres investissements qualifiés, qui ne comportent aucun cautionnement ou aucune hypothèque et effectués à titre de premier acquéreur, doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen ajusté de CRCD pour l'exercice précédent, et au moins 35 % de ce pourcentage doit être investi dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles. CRCD peut être tenu de verser des pénalités si ces règles ne sont pas respectées. Aux 31 décembre 2015 et 2014, aucune somme n'était exigible en vertu de ces règles. À la suite du budget provincial de mars 2015, à partir de 2016, il y aura des changements apportés aux règles d'admissibilité tel qu'il est expliqué dans le rapport de gestion à la page 17.

Peuvent également être considérés dans les calculs des investissements admissibles des investissements effectués par CRCD à titre autre que de premier acquéreur pour l'acquisition de titres émis par une entité admissible. Pour les investissements effectués avant le 10 novembre 2007, ces investissements ne devaient pas représenter plus du tiers de l'ensemble des investissements effectués par CRCD à titre de premier acquéreur dans cette entité. Pour les investissements effectués à partir du 10 novembre 2007, cette restriction est abolie, mais CRCD ne peut avoir investi plus de 20 % de son actif net à la fin de l'exercice précédent à titre autre que de premier acquéreur pour que ces investissements soient admissibles.

2 Mode de présentation

Déclaration de conformité

CRCD a établi les présents états financiers individuels (les « états financiers ») conformément aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Ces états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 18 février 2016.

Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur, sauf en ce qui concerne les instruments financiers classés dans les prêts et créances et les autres passifs financiers, ainsi que les impôts qui sont évalués au coût amorti et au coût.

Entité d'investissement

CRCD compte plusieurs actionnaires qui ne lui sont pas liés et détient plusieurs investissements directement et indirectement dans des fonds sous-jacents. Les participations dans CRCD sont sous forme d'actions rachetables, sujettes à certaines conditions, qui sont présentées dans l'actif net, conformément à l'exemption visant les titres d'instruments remboursables au gré de l'actionnaire selon l'IAS 32, *Instruments financiers : présentation*.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

CRCD a conclu qu'il constitue une entité d'investissement selon l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, car il obtient des fonds de plusieurs actionnaires, prend l'engagement auprès de ceux-ci de gérer les fonds dans le but d'apporter du rendement sur le capital, et mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur. Conséquemment, les investissements dans les filiales et les entités associées présentés dans les investissements à impact économique québécois sont comptabilisés à la juste valeur.

3 Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables importantes ayant servi à l'établissement des présents états financiers sont présentées ci-après.

Instruments financiers

CRCD comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Les achats ou les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction. Les actifs et passifs financiers sont classés dans différentes catégories en fonction de leurs caractéristiques ainsi que l'intention de CRCD au moment de leur acquisition et leur émission. Les investissements à impact économique québécois, les autres investissements, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois ainsi que les billets à payer et passifs financiers sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces instruments financiers font partie d'un portefeuille géré conformément à une stratégie de gestion d'investissement documentée et dont la performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur. De plus, les informations sur le portefeuille sont fournies à l'interne sur cette base aux principaux dirigeants de CRCD.

L'encaisse ainsi que les autres comptes débiteurs sont classés dans les prêts et créances et les comptes créditeurs dans les autres passifs financiers. Ces instruments financiers sont comptabilisés au coût amorti qui se rapproche de leur juste valeur.

Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.

Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés

La juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés considérés comme actifs est basée sur le prix coté situé entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances. Dans certains cas, si le marché n'est pas considéré comme actif, le dernier prix coté situé entre le cours vendeur et le cours acheteur peut être ajusté pour refléter adéquatement la juste valeur.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés

Lorsque des actifs et des passifs ne sont pas négociés sur des marchés, la juste valeur est déterminée à partir de techniques d'évaluation choisies selon certains critères déterminés et en fonction des conditions qui prévalent sur le marché à chaque date de présentation de l'information financière. Les principaux instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés sont inclus dans les investissements à impact économique québécois. Les techniques utilisées se basent sur des principes d'évaluation comportant des lignes directrices généralement utilisées dans l'industrie par les professionnels en évaluation d'entreprise. Ces principes d'évaluation sont approuvés par le conseil d'administration de CRCQ. La méthode d'évaluation employée pour un instrument financier donné est généralement la même d'une période à l'autre, sauf dans les cas où un changement aboutit à des estimations plus précises de la juste valeur. Comme le contexte propre à chaque entité sous-jacente à ces instruments financiers est en constante évolution, des changements de techniques d'évaluation se produisent à chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts et avances, actions non participantes

La juste valeur des prêts et avances ainsi que des actions non participantes est déterminée par l'actualisation des flux monétaires contractuels qui devraient être perçus par CRCQ en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le rendement qu'il exigerait compte tenu du risque de crédit de l'entité.

Actions participantes

La principale technique utilisée pour déterminer la juste valeur des actions participantes est celle de la capitalisation des flux monétaires. Les deux principales variables utilisées dans cette technique sont le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation. Pour déterminer le flux monétaire caractéristique, une estimation des flux monétaires récurrents est effectuée à partir des résultats historiques de l'entité et/ou de ses prévisions financières. Par la suite, un facteur de pondération est appliqué à chacun des flux retenus afin de refléter sa probabilité de réalisation. Le taux de capitalisation utilisé pour capitaliser le flux caractéristique ainsi obtenu reflète la façon selon laquelle l'entité pourrait financer ses opérations et les risques afférents à la réalisation de ce flux caractéristique.

Lorsque le prix d'une transaction récente négocié entre des parties non liées dans des conditions normales de concurrence est disponible, cette technique d'évaluation est retenue. Il peut être aussi approprié d'utiliser une technique basée sur une offre d'achat reçue d'un tiers lorsque celle-ci est jugée sérieuse et crédible. Un jugement est nécessaire afin de déterminer si la juste valeur de cette transaction récente ou de l'offre d'achat représente la meilleure indication de la juste valeur à la date d'évaluation. La période pendant laquelle il est jugé approprié de faire référence à une transaction passée ou à une offre d'achat dépend des circonstances propres à chaque investissement.

Une autre technique d'évaluation utilisée est celle de l'actif net redressé qui consiste à réévaluer l'ensemble des actifs et des passifs qui se trouvent au bilan de l'entité ou du fonds à leur juste valeur à la date de l'évaluation. Les principaux redressements effectués sont ceux liés à la juste valeur des actifs et des passifs, aux nouvelles informations disponibles et aux événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité ou du fonds et la date d'évaluation.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Caution

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par CRCDD relativement à une caution qu'il a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation sont utilisées afin d'estimer le montant de passif à constater.

Billets à payer et passifs financiers

Les billets à payer et passifs financiers sont liés à certains investissements à impact économique québécois et sont comptabilisés à leur juste valeur, qui correspond à la somme que CRCDD aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces billets et passifs financiers à la date de présentation de l'information financière.

Engagements afférents à des titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert dans le cadre des activités de négociation, qui représentent l'obligation pour CRCDD de livrer des titres qu'il ne possédait pas au moment de la vente, sont comptabilisés comme passifs et sont inscrits à leur juste valeur établie selon le prix coté à l'intérieur de l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances à la date de présentation de l'information financière. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur ces titres sont enregistrés aux résultats sous la rubrique « Intérêts ». En raison de changements réglementaires, le gestionnaire de CRCDD a pris la décision de ne plus recourir à des titres vendus à découvert depuis le 22 décembre 2014.

Titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat

CRCDD conclut des achats et des ventes à court terme de valeurs mobilières et, simultanément, des engagements à les revendre et à les racheter à un prix et à une date prédéterminés. Ces conventions de revente et de rachat sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts et d'emprunts assortis de garanties et sont inscrites aux bilans au prix de vente ou de rachat prédéterminé par l'engagement. L'écart entre le coût d'achat et le prix de vente prédéterminé et l'écart entre le prix de vente et le prix de rachat prédéterminé sont comptabilisés sous la rubrique « Intérêts », selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En raison de changements réglementaires, le gestionnaire de CRCDD a pris la décision de ne plus recourir à des titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat depuis le 22 décembre 2014.

Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois est déterminée selon la méthode d'actualisation des flux monétaires contractuels et prend notamment en considération le risque de crédit du débiteur. Généralement, l'estimation des montants à recevoir et du moment de leur recouvrement dépendent d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des instruments de marché monétaire dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours.

Capital-actions

Les actions de CRCD sont rachetables au gré de l'actionnaire, sujet à certaines conditions, et constituent donc des passifs financiers. Elles sont toutefois présentées dans l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- Elles accordent à l'actionnaire le droit à une quote-part de l'actif net de CRCD en cas de liquidation de celui-ci;
- Elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments de CRCD;
- Elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;
- À l'exception de l'obligation contractuelle pour CRCD de racheter ou de rembourser l'instrument en trésorerie ou à partir d'un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité, ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à CRCD; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en actions de CRCD;
- Le total des flux de trésorerie attendus attribuables aux actions, sur leur durée de vie, est basé essentiellement sur le résultat net, la variation de l'actif net comptabilisé ou la variation de la juste valeur de l'actif net comptabilisé et non comptabilisé de CRCD sur la durée de vie des actions (à l'exclusion de l'effet des actions).

Les frais d'émission d'actions, nets d'impôts, sont inclus dans les états des variations de l'actif net.

Constatation des produits

Intérêts et dividendes

Pour les investissements à impact économique québécois, les intérêts sont comptabilisés au taux contractuel lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Pour les autres investissements, les intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes et des escomptes selon cette méthode est enregistré aux résultats sous la rubrique « Intérêts ».

Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés ou reçus par les sociétés émettrices des actions.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Gains et pertes

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût. Les variations de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements sont considérées être un ajustement au produit de cession et sont donc comptabilisées comme gains et pertes réalisés. Les gains et les pertes réalisés sur un billet à payer ou un passif financier sont comptabilisés lorsque ceux-ci sont payés et correspondent à l'écart entre le montant payé par CRCD en règlement du billet ou du passif financier et leur valeur initiale. Ces gains et ces pertes ne prennent pas en compte les gains et les pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et les pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Devise fonctionnelle et conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, soit la devise fonctionnelle de CRCD, au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période de présentation de l'information financière. Les produits et les charges sont convertis au cours de change à la date de transaction. Les plus-values ou les moins-values, réalisées ou non, sur les investissements résultant de ces conversions sont comptabilisées aux états du résultat global sous la rubrique « Gains (pertes) sur investissements ». Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devises, les variations liées à la conversion de devises sont présentées dans les « Autres frais d'exploitation » aux états du résultat global. CRCD a recours à des contrats de change qui visent la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère. CRCD a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture.

Impôts

La charge d'impôts sur le bénéfice comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le bénéfice sont comptabilisés aux états du résultat global, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés hors résultat directement aux états des variations de l'actif net. Dans ce cas, les impôts sur le bénéfice sont aussi comptabilisés hors résultat directement dans l'actif net.

L'impôt exigible est le montant de l'impôt sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période, calculé selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer à l'égard des périodes antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers, sauf ceux liés aux gains latents décrits au paragraphe suivant. L'impôt différé est calculé sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

CRCD est assujéti à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son bénéfice. Il est également assujéti aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Aux fins de l'impôt fédéral, CRCD peut entre autres obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions. CRCD se considère, en substance, comme exempté des impôts fédéraux sur le bénéfice liés aux gains (pertes) en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun impôt différé relativement aux gains (pertes) latents sur les investissements ni impôt différé relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux liés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Aux fins de l'impôt provincial, les gains (pertes) en capital réalisés ne sont pas imposables (déductibles).

Bénéfice net par action ordinaire

Le bénéfice net par action ordinaire est obtenu en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

4 Jugements significatifs, estimations et hypothèses

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que CRCD exerce des jugements et ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur l'information connexe. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. CRCD estime que les hypothèses utilisées sont appropriées et que ses états financiers présentent par conséquent une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats.

La principale méthode comptable qui a nécessité que CRCD porte des jugements subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine, concerne l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés.

Un jugement important est posé dans les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation. Bien que, dans la mesure du possible, ces techniques fassent appel à des données observables, la juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation. L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part de CRCD afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information disponible dans les circonstances. CRCD considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Conformément aux exigences contenues dans le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers, CRCD a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable. Les évaluations sont préparées par une équipe d'évaluateurs qualifiés qui s'appuient sur un processus structuré comportant plusieurs étapes de validation et de révision. Un comité d'évaluation de portefeuille, formé majoritairement de membres qui sont des évaluateurs qualifiés indépendants, surveille le risque opérationnel lié à la non-conformité à la méthodologie d'évaluation de portefeuilles et fait rapport semestriellement au conseil d'administration. Plus précisément, son rôle consiste à passer en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus d'évaluation respecte les exigences réglementaires.

5 Normes comptables publiées mais non encore adoptées

Les normes comptables applicables par CRCD qui ont été publiées par l'IASB mais qui ne sont pas encore en vigueur le 31 décembre 2015 sont présentées ci-après.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

L'IASB a publié en mai 2014 l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui introduit un modèle de comptabilisation unique et exhaustif pour tous les contrats avec des clients à l'exception de ceux entrant dans le champ d'application d'autres normes tels que les contrats d'assurance et les instruments financiers. L'IFRS 15 remplace ainsi les deux principales normes de comptabilisation des produits, soit l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et l'IAS 11, *Contrats de construction*, de même que les interprétations connexes. Le principe de base de cette nouvelle norme est que la comptabilisation d'un produit doit traduire le transfert de biens ou de services en un montant qui reflète la valeur de la contrepartie reçue, ou que l'on s'attend à recevoir en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme fournit aussi davantage de directives relativement à certains types de transactions et se traduira par une divulgation accrue de renseignements sur les produits.

En septembre 2015, l'IASB a publié un amendement à l'IFRS 15 afin de reporter sa date d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2018. CRCD évalue actuellement l'incidence de l'adoption de l'IFRS 15, qui sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

IFRS 9, Instruments financiers

L'IASB a publié en juillet 2014 la version complète et définitive de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 comprend les exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers ainsi que les exigences générales relatives à la comptabilité de couverture.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

L'IFRS 9 établit un nouveau modèle de classement et d'évaluation des actifs financiers visant à déterminer si un actif financier doit être classé au coût amorti, à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ce modèle est basé sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier ainsi que sur le modèle économique en vertu duquel il est détenu. Pour le classement et l'évaluation des passifs financiers, la nouvelle norme reprend essentiellement les exigences actuelles de l'IAS 39.

La norme introduit également un modèle unique de dépréciation des actifs financiers nécessitant la comptabilisation des pertes de crédit attendues plutôt que celle des pertes subies tel que l'exige le modèle de dépréciation actuel. Le modèle prévoit la comptabilisation de pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir à compter de la date de comptabilisation initiale d'un actif financier, puis la comptabilisation de pertes attendues pour la durée de vie si le risque de crédit de l'instrument financier en question a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale.

Enfin, l'IFRS 9 inclut un nouveau modèle pour la comptabilité de couverture afin de mieux harmoniser celle-ci avec les activités de gestion des risques. Toutefois, la norme permet de conserver les exigences de l'IAS 39 relatives à la comptabilité de couverture plutôt que d'adopter les dispositions de l'IFRS 9.

La date d'application de l'IFRS 9 a été fixée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. CRCD évalue actuellement les incidences de l'adoption de cette norme.

6 Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de CRCD sont discutés en détail dans les sections auditées « Risques de marché », « Risque de crédit et de contrepartie », « Risque de concentration » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de CRCD aux pages 15 à 17 et font partie intégrante des états financiers audités.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

7 Investissements à impact économique québécois

Le *Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois* peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 31 décembre 2015		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	269 092	21 041	290 133
Actions privilégiées	169 966	10 888	180 854
Parts de fonds	188 195	47 715	235 910
Prêts et avances	104 455	(416)	104 039
Garantis			
Prêts et avances	6 888	(625)	6 263
	738 596	78 603	817 199
	Au 31 décembre 2014		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	227 529	26 302	253 831
Actions privilégiées	137 712	3 818	141 530
Parts de fonds	188 864	10 548	199 412
Prêts et avances	116 999	(4 502)	112 497
Garantis			
Prêts et avances	4 251	(598)	3 653
	675 355	35 568	710 923

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur de 58,4 M\$ (58,2 M\$ au 31 décembre 2014).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 11,1 % (10,9 % au 31 décembre 2014). Pour la quasi-totalité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, les produits d'intérêts comptabilisés selon le taux contractuel sont de 13,9 M\$ (19,3 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014). La quasi-totalité de la variation de la juste valeur des prêts et avances est imputable aux changements du risque de crédit.

Les prêts et avances ont une durée moyenne résiduelle de 4,0 années (4,0 années au 31 décembre 2014), et la juste valeur de ces prêts et avances venant à échéance dans moins de un an est de 4,0 M\$ (11,8 M\$ au 31 décembre 2014).

Répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité

La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

Secteur d'activité	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾ \$	Au
					31 décembre 2015
					Engagement total \$
Manufacturier	328 212	57 078	385 290	7 947	393 237
Services	196 540	(1 863)	194 677	9 400	204 077
Innovations technologiques	25 649	(24 327)	1 322	-	1 322
Fonds	188 195	47 715	235 910	153 735	389 645
Total	738 596	78 603	817 199	171 082	988 281

Secteur d'activité	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾ \$	Au
					31 décembre 2014
					Engagement total \$
Manufacturier	268 718	41 551	310 269	3 216	313 485
Services	183 510	(10 484)	173 026	39 941	212 967
Innovations technologiques	34 264	(6 048)	28 216	-	28 216
Fonds	188 863	10 549	199 412	150 607	350 019
Total	675 355	35 568	710 923	193 764	904 687

⁽¹⁾ Les fonds engagés mais non déboursés n'apparaissent pas à l'actif.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2016 \$	2017 \$	2018 \$	2019 \$	2020 et après \$	Total \$
75 424	20 179	14 581	11 983	48 915	171 082

Investissements dans les filiales et dans les entités associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, CRCD a déterminé qu'il détient le contrôle (filiales) ou qu'il exerce une influence notable (entités associées) sur le nombre d'entités suivant :

	Au 31 décembre 2015		Au 31 décembre 2014	
	Nombre	Juste valeur \$	Nombre	Juste valeur \$
Filiales				
Entreprises partenaires	10	197 018	10	165 582
Entités associées				
Entreprises partenaires	18	140 217	16	127 610
Fonds	7	211 194	7	173 785

L'établissement principal de ces entités est au Québec et le pays d'incorporation est le Canada.

Au 31 décembre 2015, l'augmentation du nombre d'entreprises partenaires s'explique par la disposition d'une filiale, l'acquisition de deux entités associées et par l'augmentation des titres de participation de deux entités, celles-ci devenant une filiale et une entité associée.

Les participations dans le capital-actions de ces entreprises partenaires sont constituées d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Le pourcentage des titres de participation détenus par CRCD dans chacune de ces entreprises partenaires est à 50 % et plus pour les filiales et se situe entre 15 % et 49 % pour les entités associées. Au 31 décembre 2015, à l'exception d'une filiale (une au 31 décembre 2014) et d'une entité associée (une au 31 décembre 2014), les droits de vote pour ces entreprises partenaires sont équivalents à la proportion des intérêts détenus.

CRCD a investi en tant que commanditaire dans certains fonds sur lesquels il exerce une influence notable. Au 31 décembre 2015, les participations sont constituées de parts et le pourcentage de détention varie entre 20 % et 90,9 % (entre 20 % et 90,9 % au 31 décembre 2014).

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

8 Autres investissements

Le Relevé des autres investissements non audité peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 31 décembre 2015		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	304 466	2 670	307 136
Provinciales, municipales ou garanties	155 934	1 112	157 046
Institutions financières	136 165	1 939	138 104
Sociétés	61 232	1 025	62 257
	657 797	6 746	664 543
Actions privilégiées	87 935	(10 179)	77 756
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	37 607	-	37 607
Fonds immobilier	12 790	346	13 136
Contrats de change ⁽²⁾	-	562	562
Total	796 129	(2 525)	793 604

Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2015			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	6 694	325 056	326 047	657 797
Valeur nominale	6 634	320 614	339 960	667 208
Juste valeur	6 756	328 289	329 498	664 543
Taux moyen nominal ⁽³⁾	3,64 %	2,52 %	2,45 %	2,49 %
Taux moyen effectif	2,66 %	2,05 %	2,34 %	2,20 %

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2014		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	266 507	2 814	269 321
Provinciales, municipales ou garanties	171 456	5 313	176 769
Institutions financières	146 086	3 882	149 968
Sociétés	50 325	1 690	52 015
	634 374	13 699	648 073
Actions privilégiées	72 948	(859)	72 089
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	46 361	-	46 361
Fonds immobilier	2 977	9	2 986
Contrats de change ⁽²⁾	-	36	36
Total	756 660	12 885	769 545

Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2014			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	31 881	422 342	180 151	634 374
Valeur nominale	31 806	416 776	173 562	622 144
Juste valeur	31 898	429 486	186 689	648 073
Taux moyen nominal ⁽³⁾	1,59 %	2,78 %	3,59 %	2,94 %
Taux moyen effectif	1,28 %	2,35 %	2,94 %	2,47 %

⁽¹⁾ Les instruments de marché monétaire sont composés de dépôts à terme, de bons du Trésor et d'obligations à coupons détachés d'une échéance originale inférieure à un an. Au 31 décembre 2015, la totalité des instruments de marché monétaire a une échéance au moment de leur acquisition inférieure à 12 mois (inférieure à 12 mois au 31 décembre 2014).

⁽²⁾ Les contrats de change pour vendre un notionnel de 62,7 M\$ US ont une échéance de trois mois (70,5 M\$ US au 31 décembre 2014).

⁽³⁾ La quasi-totalité des obligations porte intérêt à taux fixe.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus dans le fonds immobilier et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. L'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2016 \$	2017 \$	2018 \$	2019 \$	2020 et après \$	Total \$
27 000	-	-	-	-	27 000

9 Juste valeur des instruments financiers

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

CRCD a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : évaluation basée sur les cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données concernant l'actif ou le passif utilisées dans l'évaluation, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif utilisées dans l'évaluation ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux qui suivent présentent la répartition des évaluations à la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur aux bilans selon ces trois niveaux :

	Au 31 décembre 2015			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	826	-	816 373	817 199
Autres investissements	525 929	254 539	13 136	793 604
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	28 846	28 846
Total des actifs financiers	526 755	254 539	858 355	1 639 649
Passifs financiers				
Billets à payer et passifs financiers	-	-	26 309	26 309

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2014			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	894	-	710 029	710 923
Autres investissements	500 269	266 290	2 986	769 545
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	22 134	22 134
Total des actifs financiers	501 163	266 290	735 149	1 502 602
Passifs financiers				
Billets à payer et passifs financiers	-	-	22 148	22 148

Les transferts entre les niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur se font à la date de clôture de la période visée. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux durant les exercices terminés les 31 décembre 2015 et 2014.

Instruments financiers classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre les soldes de début et de fin des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 31 décembre 2015			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Billets à payer et passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2014	710 029	2 986	22 134	(22 148)
Gains (pertes) réalisés	22 971	-	13 853	(3 390)
Gains (pertes) non réalisés	43 104	337	-	(833)
Acquisitions/émission	169 965	10 186	5 392	-
Cessions/remboursements	(129 696)	(373)	(12 533)	62
Juste valeur au 31 décembre 2015	816 373	13 136	28 846	(26 309)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les billets à payer et passifs financiers détenus au 31 décembre 2015	56 948	337	-	(976)

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

				Au 31 décembre 2014
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Billets à payer et passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2013	732 372	-	15 234	(15 000)
Gains (pertes) réalisés	51 295	-	4 154	(4 522)
Gains (pertes) non réalisés	(26 167)	9	-	(6 334)
Acquisitions/émission	135 148	3 000	2 903	-
Cessions/remboursements	(182 619)	(23)	(157)	3 708
Juste valeur au 31 décembre 2014	710 029	2 986	22 134	(22 148)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les billets à payer et passifs financiers détenus au 31 décembre 2014	31 728	9	-	(8 524)

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

Au
31 décembre
2015

	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	49 283	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	7,3 % à 26,3 % (11,2 %)
Actions non participantes	129 168	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	5,2 % à 10,2 % (5,8 %)
Actions participantes majoritaires	165 286	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	8,5 % à 12,1 % (9,6 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	8,4 % à 17,4 % (10,9 %)
	31 733	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
Actions participantes minoritaires	124 171	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	7,2 % à 16,4 % (9,8 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	1,4 % à 28,5 % (12,1 %)
	60 073	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	17 973	Actif net redressé	Actif net de l'entité	_(2)
	2 775	Autres ⁽³⁾	-	-
Parts de fonds	<u>235 911</u>	Actif net redressé	Actif net du fonds	_(2)
	<u>816 373</u>			
Autres investissements – Fonds immobilier	13 136	Actif net redressé	Actif net du fonds	_(2)
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	28 846	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	0,5 % à 12,0 % (6,2 %)
Billets à payer et passifs financiers	(26 309)	Diverses	-	-

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

				Au 31 décembre 2014
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	58 181	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	3,9 % à 26,1 % (11,9 %)
Actions non participantes	95 180	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	5,5 % à 30,0 % (7,0 %)
Actions participantes majoritaires	159 155	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	9,1 % à 12,5 % (10,3 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	7,5 % à 23,1 % (12,2 %)
	6 427	Autres ⁽³⁾	-	-
Actions participantes minoritaires	124 802	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	7,8 % à 16,7 % (9,8 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	1,3 % à 20,1 % (13,3 %)
	40 481	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	25 708	Actif net redressé	Actif net de l'entité	_ ⁽²⁾
	683	Autres ⁽³⁾	-	-
Parts de fonds	<u>199 412</u>	Actif net redressé	Actif net du fonds	_ ⁽²⁾
	<u>710 029</u>			
Autres investissements – Fonds immobilier	2 986	Actif net redressé	Actif net du fonds	_ ⁽²⁾
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	22 134	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	0,9 % à 14,0 % (7,4 %)
Billets à payer et passifs financiers	(22 148)	Diverses	-	-

⁽¹⁾ En raison des tailles très variées des entités composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en terme de pourcentage des ventes.

⁽²⁾ En raison des tailles très variées des entités et des fonds composant le portefeuille, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net de l'entité ou du fonds.

⁽³⁾ Les autres techniques d'évaluation regroupent notamment les méthodes de valeur de transaction escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

Les principales techniques d'évaluation utilisées pour les actions participantes tiennent compte des investissements faits dans une même entité sous forme de prêts et avances ainsi que d'actions non participantes. Conséquemment, la juste valeur des actions participantes inclut ces investissements mixtes.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Sensibilité de la juste valeur aux données non observables

Bien que CRCDD considère que les estimations de la juste valeur retenues aux fins des états financiers sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses différentes liées aux données non observables pourrait amener des résultats différents.

Prêts et avances, actions non participantes – Actualisation des flux monétaires

De façon générale, une augmentation (diminution) du taux de rendement exigé prise de façon isolée entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur. CRCDD juge que l'effet de la substitution d'une ou de plusieurs hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation du taux de rendement exigé de l'ordre de 0,5 %. Une telle variation du taux de rendement exigé n'aurait toutefois aucune incidence directe significative sur la juste valeur des prêts et avances et des actions non participantes.

Actions participantes – Capitalisation des flux monétaires

Dans le cadre de l'évaluation d'un investissement donné, le recours à des hypothèses différentes liées aux deux données non observables, soit le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation, pourrait entraîner une augmentation ou une diminution de la juste valeur de cet investissement. Toutefois, il existe des interrelations entre ces deux données non observables. En effet, l'utilisation d'hypothèses différentes liées à l'une de ces données entraîne généralement une révision des hypothèses sous-jacentes à l'autre donnée, limitant ainsi l'incidence sur la juste valeur.

En pratique, CRCDD détermine un intervalle de justes valeurs acceptables pour chacun des investissements évalués et le milieu de celui-ci est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. En additionnant chacun de ces intervalles, l'écart cumulé entre le haut ou le bas de l'intervalle des justes valeurs acceptables et la juste valeur retenue de l'investissement exprimé en pourcentage de l'actif net de CRCDD est de l'ordre de :

	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Actions participantes majoritaires	+/- 0,3 %	+/- 0,6 %
Actions participantes minoritaires	+/- 0,4 %	+/- 0,4 %

CRCDD est d'avis que le fait de modifier les deux données non observables pour refléter d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour chacun des investissements évalués pris individuellement devrait avoir une incidence plus limitée que ce pourcentage sur l'actif net de CRCDD.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Actions participantes – Transactions récentes et offres d'achat

Selon ces techniques, la juste valeur des actions participantes est fondée sur une donnée observable, soit le prix d'une transaction récente négociée entre des parties non liées ou le prix d'une offre d'achat reçue. CRCD doit porter un jugement pour déterminer si cette transaction récente est encore représentative de la juste valeur à la date d'évaluation ou si cette offre est sérieuse et crédible. Il peut aussi, au besoin, apporter certains ajustements jugés nécessaires, introduisant ainsi des données non observables dans l'établissement de la juste valeur. Le montant des ajustements est généralement peu significatif comparativement au prix de la transaction retenue ou de l'offre d'achat auquel ils se rapportent. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Parts de fonds – Actif net redressé

Selon cette technique, la juste valeur des parts de fonds est fondée sur une donnée observable, soit l'actif net présenté aux plus récents états financiers audités de chaque fonds détenu et ajusté au besoin pour tenir compte des acquisitions ou cessions de parts que CRCD a effectuées entre la date des états financiers de chacun de ces fonds et la date d'évaluation. Dans certaines circonstances, CRCD doit apporter certains autres ajustements qui font davantage appel au jugement. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Autres techniques d'évaluation

La juste valeur des actifs évalués selon d'autres techniques étant limitée, CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

10 Comptes débiteurs

	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Intérêts, dividendes et distributions à recevoir sur les investissements	7 299	8 098
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	28 846	22 134
	36 145	30 232

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

La variation de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois n'est pas imputable aux changements du risque de crédit. Ces montants à recevoir incluent des montants libellés en dollars américains pour une somme de 27,3 M\$ (20,3 M\$ au 31 décembre 2014).

Selon les informations disponibles à la date de clôture et les hypothèses posées sur le moment du recouvrement, CRCD s'attend à recouvrer des comptes débiteurs d'une juste valeur de 26,9 M\$ (23,0 M\$ au 31 décembre 2014) au plus tard dans les douze mois suivant la date de clôture.

11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Encaisse	12 244	9 174
Instruments de marché monétaire	20 351	43 374
	32 595	52 548

12 Billets à payer et passifs financiers

Le 30 novembre 2010, CRCD a acquis de Desjardins Capital de risque, S.E.C., une filiale de la Fédération des caisses Desjardins du Québec, des investissements à impact économique québécois d'une juste valeur de 17,6 M\$ en contrepartie de billets ayant une valeur initiale équivalente. Chaque billet à payer est lié à un des investissements acquis et contient une clause selon laquelle le montant à payer sera ajusté en fonction des sommes encaissées par CRCD lors de la cession de l'investissement lié. Si le montant encaissé par CRCD, au moment de la cession, est inférieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera ajusté selon le montant reçu. Toutefois, si le montant encaissé par CRCD, au moment de la cession, est supérieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera majoré de 70 % du gain réalisé. Les frais de gestion pris en charge par CRCD relativement à un investissement entre sa date d'acquisition et sa date de cession seront déduits du montant du billet correspondant.

Les billets à payer avaient une échéance initiale de trois ans et sont prolongés jusqu'au 31 mai 2017.

Les passifs financiers sont des montants que CRCD aurait à verser en vertu d'ententes contractuelles et dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution de la juste valeur de certains investissements à impact économique québécois sous-jacents.

Au 31 décembre 2015, des billets à payer et passifs financiers d'une juste valeur de 24,1 M\$ étaient liés à des investissements à impact économique québécois évalués en dollars américains (20,2 M\$ au 31 décembre 2014).

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le paiement des billets à payer et des passifs financiers est directement lié à l'encaissement de sommes relatives à la cession de certains investissements à impact économique québécois. Étant donné que le moment de l'encaissement de ces sommes dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions, CRCD n'est pas en mesure de déterminer la période à laquelle il payera les billets à payer et les passifs financiers. Par contre, puisque le paiement de ceux-ci se fait généralement à la suite des sommes encaissées, le risque de liquidité est faible.

13 Comptes créditeurs

	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	1 817	3 220
Montant à payer sur les acquisitions d'autres investissements	-	3 397
Autres	2 727	2 129
	4 544	8 746

CRCD s'attend à payer les comptes créditeurs au plus tard dans les douze mois suivant la date de clôture.

14 Marge de crédit

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$ auprès de la Caisse centrale Desjardins. Ce crédit bancaire porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la Caisse centrale Desjardins majoré de 0,5 %. Cette marge est garantie par des instruments de marché monétaire et des titres obligataires présentés dans les autres investissements et est renouvelable annuellement. Aux 31 décembre 2015 et 2014, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit. De plus, cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours des exercices de 2015 et 2014.

15 Capital-actions

Autorisé

CRCD est autorisé à émettre des actions ordinaires et des fractions d'action ordinaire, sans valeur nominale, participantes, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, de façon à ce que le capital s'accroisse d'au plus 150 M\$ par année.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

La Loi prévoit qu'à compter de la période de capitalisation qui suivra celle à la fin de laquelle CRCD aura atteint, pour la première fois, une capitalisation d'au moins 1,25 milliard de dollars, CRCD pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé des montants de 150 M\$ et de celui correspondant à la réduction du capital versé attribuable à l'ensemble des actions et des fractions d'actions qui auront été rachetées ou achetées de gré à gré par CRCD au cours de la période de capitalisation précédente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect de ces limites et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

Au 28 février 2014, CRCD a atteint son plafond de capitalisation. Malgré les dispositions de sa loi constitutive concernant la capitalisation de CRCD, le ministre des Finances du Québec, dans son Discours du budget prononcé le 4 juin 2014, a autorisé exceptionnellement CRCD à recueillir 150 M\$ pour l'émission 2015. Du même coup, le taux du crédit d'impôt provincial octroyé pour l'acquisition d'actions a été fixé à 45 %.

Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir des actions de CRCD, le montant maximal alloué par investisseur pour chacune des émissions 2014 et 2015 a été fixé à 3 000 \$.

CRCD est tenu de payer des frais d'émission d'actions. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, les frais d'émission d'actions s'élèvent à 1,7 M\$ (0,8 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014), déduction faite des impôts, et sont présentés en diminution du capital-actions

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Émis

L'actif net de CRCD au 31 décembre 2015 s'élève à 1 642,1 M\$ et se répartit par émission comme suit :

Émission	Prix d'émission par action \$	Solde * M\$	Rachat possible à compter de
2001	10,00	28,2	2008
2002	10,00	78,4	2009
2003	10,12 et 10,24	39,4	2010
2004	10,25	48,9	2011
2005	10,25	54,2	2012
2006	10,37 et 10,21	52,9	2013
2007	10,21 et 9,92	75,0	2014
2008	9,89 9,83 et 9,54	133,8	2015
2009	9,54 9,62 et 9,73	193,8	2016
2010	9,73 et 9,80	191,1	2017
2011	9,91 et 10,02	188,8	2018
2012	11,02	170,5	2019
2013	11,47	164,1	2020
2014	11,92	66,4	2021
2015	12,05	156,6	2022
L'actif net		1 642,1	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 31 décembre 2015.

Modalités de rachat

Une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire n'est rachetable par CRCD que dans les cas suivants :

- À la demande de la personne qui l'a acquise de CRCD depuis au moins sept ans;
- À la demande d'une personne à qui une telle action ou fraction d'action a été dévolue par succession;
- À la demande de la personne qui l'a acquise de CRCD si elle lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours suivant la date de souscription;
- À la demande d'une personne qui l'a acquise de CRCD si elle est déclarée atteinte d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente qui la rend inapte à poursuivre son travail.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

De plus, CRCDD pourra acheter de gré à gré une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire dans les cas où la mesure est prévue par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances.

Le prix de rachat des actions ordinaires est fixé deux fois l'an, à des dates distantes de six mois, par le conseil d'administration de CRCDD sur la base de la valeur de CRCDD déterminée selon les états financiers auditées.

Crédit d'impôt

L'achat d'actions de CRCDD donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, qui est établi comme suit :

- Pour les achats avant le 24 mars 2006 : crédit d'impôt de 50 %;
- Pour les achats du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 35 %;
- Pour les achats du 10 novembre 2007 au 28 février 2014 : crédit d'impôt de 50 %;
- Pour les achats à compter du 1^{er} mars 2014 : crédit d'impôt de 45 %.

Un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

16 Information concernant le capital

L'objectif de CRCDD dans la gestion du capital est la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachat d'actions par les actionnaires. Le capital de CRCDD est composé de l'actif net.

CRCDD n'est pas assujéti à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 15.

CRCDD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

17 Charges

	2015 \$	2014 \$
Autres frais d'exploitation		
Honoraires d'audit	201	197
Rémunération des membres du conseil d'administration et de ses comités	679	589
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	134	105
Frais informatiques	889	1 317
Autres charges	787	1 800
	2 690	4 008
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire	1 553	1 406
Communication de l'information aux actionnaires	343	401
Autres charges	203	348
	2 099	2 155

18 Impôts sur le bénéfice

Charge d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice se détaillent comme suit :

	2015		2014	
	État du résultat global \$	État des variations de l'actif net \$	État du résultat global \$	État des variations de l'actif net \$
Exigibles	5 202	(578)	5 372	(354)
Différés	(924)	(584)	1 903	(153)
	4 278	(1 162)	7 275	(507)

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Rapprochement du taux d'imposition

Le taux réel d'imposition sur le bénéfice diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2015 \$	2014 \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,9 %	31 555	22 552
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisées et non réalisées sur investissements	(21 614)	(12 195)
Dividendes non imposables	(5 653)	(3 374)
Autres	(10)	292
	<u>4 278</u>	<u>7 275</u>

Solde d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice comptabilisés aux bilans se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Actif		
Impôts différés – frais d'émission	1 702	-
Impôts différés – autres	(775)	-
Impôts en main remboursables	12 119	17 399
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	691	-
	<u>13 737</u>	<u>17 399</u>
Passif		
Impôts différés – frais d'émission	-	(1 118)
Impôts différés – autres	-	1 699
Impôts sur le bénéfice à payer	-	3 336
	<u>-</u>	<u>3 917</u>

CRCD s'attend à recouvrer 2,4 M\$ (à payer 1,9 M\$ au 31 décembre 2014) d'impôts sur le bénéfice au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

19 Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à CRCD comprennent Desjardins Capital de risque inc. (« DCR »), son gestionnaire qui est une filiale de la Fédération des caisses Desjardins du Québec et fait partie du Mouvement des caisses Desjardins. CRCD est donc indirectement lié au Mouvement des caisses Desjardins. Les parties liées incluent également les principaux dirigeants de CRCD.

- CRCD a retenu les services de DCR et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion d'une durée de cinq ans est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Elle prévoit la facturation de frais distincts pour la contribution du réseau des caisses Desjardins dans la distribution des actions de CRCD. La convention de gestion attribue à CRCD certaines dépenses relatives à la gouvernance. Les honoraires de négociation sont gagnés par DCR et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion de CRCD.

En vertu de cette convention, CRCD s'est engagé jusqu'au 31 décembre 2015 à verser des frais de gestion équivalant à 2,02 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. Ces frais feront l'objet d'une renégociation entre CRCD et son gestionnaire pour l'année 2016.

- CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de CRCD, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention, qui venait à échéance le 31 décembre 2015, a été renouvelée aux mêmes conditions jusqu'au 30 juin 2016, à l'exception de la tarification qui a été révisée depuis le 1^{er} janvier 2015 et qui s'appliquera à tout renouvellement ou toute nouvelle convention jusqu'au 31 décembre 2019.
- CRCD a consolidé la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins inc. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1^{er} mai 2009. Il est d'une durée illimitée à moins que l'une ou l'autre des parties, sur préavis écrit d'au moins 90 jours, ne décide d'y mettre fin.
- CRCD a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. La durée de cette convention est de un an, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin. Elle sera renouvelée, d'année en année, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties.
- CRCD a confié au réseau des caisses Desjardins l'émission de ses actions.
- CRCD a confié à la Caisse centrale Desjardins ses opérations bancaires reliées à ses activités quotidiennes.
- CRCD a confié à Valeurs mobilières Desjardins le rôle de courtier de plein exercice. Son travail consiste à être intermédiaire pour les ventes et les achats des actions transigées sur des marchés publics.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Aux 31 décembre 2015 et 2014

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

- CRCD a confié à Groupe Technologies Desjardins l'implantation d'un nouveau logiciel de gestion des investissements.
- Dans son portefeuille des autres investissements, CRCD détient des titres émis par Capital Desjardins.

Transactions entre les parties liées de CRCD

Dans le cours normal de ses activités, CRCD a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales. Les soldes sont généralement réglés en trésorerie. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2015			Au 31 décembre 2014		
	DCR \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DCR \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
Bilans						
Actif						
Autres investissements	-	9 653	9 653	-	16 100	16 100
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	-	73	73	-	73	73
Encaisse	-	12 387	12 387	-	9 282	9 282
Passif						
Billets à payer et passifs financiers	-	20 556	20 556	-	19 773	19 773
Comptes créditeurs	2 727	397	3 124	1 979	405	2 384
	2015			2014		
	DCR \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DCR \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
États du résultat global						
Produits						
Intérêts	-	166	166	-	172	172
Gains (pertes) sur investissements	-	(12 134)	(12 134)	-	(14 626)	(14 626)
Charges						
Frais de gestion	25 431	-	25 431	24 623	-	24 623
Autres frais d'exploitation	-	1 466	1 466	-	2 358	2 358
Services aux actionnaires	-	1 553	1 553	-	1 406	1 406
États des variations de l'actif net						
Frais d'émission	-	2 845	2 845	-	1 197	1 197

⁽¹⁾ Les autres parties liées comprennent la Fédération des caisses Desjardins du Québec ainsi que ses filiales, soit Caisse centrale Desjardins, Capital Desjardins, Valeur mobilières Desjardins, Desjardins Capital de risque, S.E.C., Groupe Technologies Desjardins et Fiducie Desjardins. Elles comprennent aussi le réseau des caisses Desjardins et le Régime de rentes du Mouvement Desjardins.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de CRCD sont les membres du conseil d'administration. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, la rémunération des principaux dirigeants se compose uniquement d'avantages à court terme pour un montant de 495 000 \$ (435 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014).

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements
à impact économique québécois

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars canadiens)



Le 18 février 2016

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons effectué l'audit du relevé du coût des investissements à impact économique québécois ci-joint de Capital régional et coopératif Desjardins au 31 décembre 2015. Le relevé a été préparé par la direction conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

Responsabilité de la direction pour le relevé

La direction est responsable de la préparation et de la présentation du relevé conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un relevé exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le relevé, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le relevé ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans le relevé. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le relevé comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation du relevé afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du relevé.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
T : +1 514 205-5000, F : +1 514 876-1502*



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le relevé du coût des investissements à impact économique québécois de Capital régional et coopératif Desjardins au 31 décembre 2015 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement économique des fonds en capital de développement.

(signée) PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l. ¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Abitibi-Témiscamingue						
Norbell Électrique inc.	2010	S	-	96	-	96
Trim-Line de l'Abitibi inc.	2009	S	125	21	-	146
VCC-Massénoir inc.	2010	S	-	106	-	106
Vézeau et frères inc.	2009	S	-	256	-	256
Total Abitibi-Témiscamingue			125	479	-	604
Bas-Saint-Laurent						
Fonderie BSL inc.	2010	M	-	48	-	48
Gestion Alain Hébert inc.	2009	S	-	89	-	89
Groupe Fillion Sport inc.	2008	S	-	-	60	60
Leblanc Environnement inc.	2008	S	250	-	-	250
Société d'exploitation des ressources de la Vallée inc.	2010	S	-	21	-	21
Télécommunications Denis Gignac inc.	2010	S	-	500	-	500
Total Bas-Saint-Laurent			250	658	60	968
Capitale-Nationale						
Boutique Le Pentagone inc.	2008	S	3 262	-	312	3 574
Congébec Logistique inc.	2004	S	26 589	5 144	-	31 733
Frima Studio inc.	2008	S	-	-	500	500
Groupe conseil NOVO SST inc.	2013	S	750	2 043	-	2 793
Groupe Humagade inc. (Bandsintown Canada inc.)	2006	IT	11 190	38	-	11 228
Jobillico inc.	2015	S	1 020	5 580	-	6 600
OptoSecurity inc.	2007	IT	-	939	-	939
Simard Suspensions inc.	2009	M	-	285	-	285
Technologies Obzerv inc.	2010	M	1 500	-	-	1 500
Total Capitale-Nationale			44 311	14 029	812	59 152
Centre-du-Québec						
A.C.M. Composites (1993) inc.	2013	M	-	-	1 500	1 500
Avjet Holding inc	2009	S	3 731	4 783	-	8 514
CBR Laser inc.	2012	M	-	15 200	-	15 200
Farinart inc.	2010	M	250	-	-	250
Groupe Anderson inc.	2007	M	2 337	-	-	2 337
Service funéraire coopératif Drummond	2007	S	-	287	-	287
Total Centre-du-Québec			6 318	20 270	1 500	28 088

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Chaudière - Appalaches						
CIF Métal Itée	2005	M	3 976	-	-	3 976
Distribution Eugène Gagnon inc.	2006	S	-	-	687	687
Groupe Filgo inc.	2012	S	13 961	1 950	-	15 911
Horisol Coopérative de travailleurs	2008	M	-	282	-	282
Hortau inc.	2010	M	1 605	-	-	1 605
Industries Fournier inc. (Les)	2013	M	17 000	3 224	-	20 224
Marquis Imprimeur inc.	2007	M	2 970	1 252	-	4 222
Produits de plancher Finitec inc.	2007	M	-	242	-	242
Total Chaudière - Appalaches			39 512	6 950	687	47 149
Côte-Nord						
9274-4192 Québec inc. (Boisaco)	2013	M	791	-	-	791
Total Côte-Nord			791	-	-	791
Estrie						
Balances M. Dodier inc. (Les)	2011	S	-	208	-	208
Camsco inc. (Camoplast solideal inc.)	2002	M	7 709	-	-	7 709
Coopérative de travailleurs actionnaire Filage Sherbrooke (FilSpec)	2004	M	-	574	-	574
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	S	-	653	-	653
Éco-Pak inc. (2948-4292 Québec inc.)	2008	S	-	488	-	488
Électro-5 inc.	2009	S	-	62	-	62
Engrenages Sherbrooke inc. (Les)	2013	M	-	500	-	500
Exo-s-inc.	2012	M	5 572	8 765	-	14 337
FilSpec inc.	2004	M	1 113	-	-	1 113
FilSpec inc. (9120-0782 Québec inc. / Gesco)	2004	M	-	227	-	227
Imprimerie Précé-Grafik inc.	2009	M	1 500	652	-	2 152
Kemestrie inc.	2010	IT	528	-	-	528
L.P. Royer inc.	2010	M	-	1 990	-	1 990
Multi X inc.	2006	M	-	43	-	43
Ocera Therapeutics inc.	2003	IT	10 569	-	-	10 569
Total Estrie			26 991	14 162	-	41 153

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						
Construction L.F.G. inc.	2009	S	-	569	-	569
Écocyte Technologies inc.	2004	M	2 402	-	-	2 402
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			2 402	569	-	2 971
Hors Canada						
Pharmaxis Ltd	2010	IT	2 360	-	-	2 360
Total Hors Canada			2 360	-	-	2 360
Lanaudière						
Groupe Composites VCI inc.	2007	M	2 250	-	-	2 250
Total Lanaudière			2 250	-	-	2 250
Mauricie						
Classement Luc Beaudoin inc. (9289-8907 Québec inc.)	2013	S	-	522	-	522
Groupe Telecon	2011	S	48 389	5 212	-	53 601
Innovations Voltflex inc.	2006	M	17	80	-	97
Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	2004	M	-	1 803	-	1 803
Total Mauricie			48 406	7 617	-	56 023
Montérégie						
A. & D. Prévost inc.	2011	M	9 472	7 500	-	16 972
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	M	6 000	-	-	6 000
Agropur Coopérative	2014	M	74 947	-	-	74 947
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	M	-	2 867	-	2 867
Complexe sportif Interplus	2007	S	-	446	-	446
Corporation de Développement Knowlton inc.	2006	M	3 478	-	-	3 478
Groupe Atis inc.	2015	M	28 000	1 828	-	29 828
Groupe Dagenais M.D.C. inc.	2010	S	-	75	-	75
Groupe Jafaco Gestion inc.	2009	S	-	188	-	188
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	M	2 779	179	-	2 958
Investissements Brasco inc.	2009	M	-	809	-	809
Mirazed inc.	2007	M	-	-	1 319	1 319
NSE Automatech inc.	2013	M	3 000	-	-	3 000
Plomberie Piché & Richard inc.	2010	S	-	21	-	21
Reproductions BLB inc. (Les)	2004	M	-	79	-	79
Urecon ltée	2012	M	4 500	4 081	-	8 581
Total Montérégie			132 176	18 073	1 319	151 568

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Montréal						
8973822 Canada inc. (anc. Vision Globale A.R. Itée)	2012	S	10 580	-	-	10 580
9232-4250 Québec inc. (Flexo Labels inc.)	2011	M	-	-	-	-
ACCEO Solutions inc.	2012	S	15 000	6 562	-	21 562
Arbell Electronics inc.	2008	S	1 257	886	203	2 346
Cavalía inc.	2010	S	-	-	1 925	1 925
Courchesne, Larose Itée	2015	M	-	12 000	-	12 000
Elfiq inc.	2013	M	-	242	-	242
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	M	356	250	-	606
Groupe Alithya inc.	2015	S	8 750	-	-	8 750
Groupe API inc.	2009	S	-	140	-	140
Groupe Graham International inc.	2011	M	7 147	539	-	7 686
Groupe Solotech inc.	2013	S	21 250	-	-	21 250
La Coop fédérée	2005	M	50 000	-	-	50 000
Negotium Technologies	2008	IT	-	-	25	25
Phildan inc.	2015	M	8 250	-	-	8 250
Recrutement Totem inc. (anc. Nicole Giguère Placement de personnel)	2013	S	-	248	-	248
Textiles Amalgamated inc.	2015	M	5 652	-	-	5 652
Total Montréal			128 242	20 867	2 153	151 262
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
Démolition et excavation Démex inc.	2008	S	-	184	-	184
Groupe Canmec inc.	2004	M	3 286	-	-	3 286
Groupe Nokamic inc.	2005	S	-	83	-	83
Nokamic inc.	2010	M	-	-	356	356
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2010	M	1 431	-	-	1 431
Senneco inc.	2013	S	-	515	-	515
Vitrierie A. & E. Fortin inc.	2010	M	207	-	-	207
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean			4 924	782	356	6 062

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Fonds						
Capital croissance PME s.e.c.	2010	F	33 247	-	-	33 247
Capital croissance PME II s.e.c.	2014	F	58 110	-	-	58 110
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	F	55 153	-	-	55 153
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	F	8 496	-	-	8 496
Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.	2004	F	5 036	-	-	5 036
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	F	5 367	-	-	5 367
Fonds Relève Québec, s.e.c.	2011	F	3 188	-	-	3 188
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	F	1 324	-	-	1 324
Novacap Technologies III, s.e.c.	2007	F	-	-	-	-
Société en commandite Essor et Coopération	2013	F	18 274	-	-	18 274
Total Fonds			188 195	-	-	188 195
Total au coût			627 253	104 456	6 887	738 596

Légende par secteur d'activité

M: Manufacturier
 S: Services
 IT: Innovations technologiques
 F: Fonds

Ce relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 7 des états financiers de la Société.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements
Au 31 décembre 2015
(en milliers de dollars canadiens)

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
Obligations (83,7 %)				
Obligations fédérales et garanties (38,7 %)				
Fiducie du Canada pour l'habitation	2020-12-15, 1,25 %	16 800	16 700	16 781
	2022-03-15, 2,65 %	9 000	9 427	9 615
	2022-12-15, 2,40 %	21 350	21 712	22 434
	2023-09-15, 2,35 %	21 260	22 214	22 189
	2024-06-15, 2,90 %	9 500	10 096	10 278
	2025-12-15, 1,95 %	40 900	40 425	40 519
Gouvernement du Canada	2026-06-01, 1,50 %	20 000	19 787	19 943
LNH Banque de Montréal ¹	2017-09-01, 2,10 %	9 173	9 171	9 306
LNH Banque Toronto Dominion ¹	2018-03-01, 1,40 %	17 498	17 477	17 575
	2018-04-01, 1,65 %	71 921	71 932	72 554
LNH Merrill Lynch Canada inc. ¹	2019-09-01, 1,85 %	28 720	29 092	29 085
	2020-05-01, 1,35 %	24 377	24 238	24 274
PSP Capital	2020-10-22, 3,03 %	4 550	4 829	4 868
	2024-04-04, 3,29 %	7 150	7 366	7 715
Total obligations fédérales et garanties		302 199	304 466	307 136
Obligations provinciales, municipales ou garanties (19,8 %)				
Cadillac Fairview Finance Trust	2018-05-09, 3,64 %	7 175	7 458	7 570
Hydro-Québec	2022-08-15, 0,00 %	17 010	14 856	14 863
	2023-02-15, 0,00 %	20 000	17 108	17 159
	2024-02-15, 0,00 %	32 800	26 982	27 058
Municipal Finance Authority of British Columbia	2021-06-01, 4,15 %	2 000	2 128	2 244
	2022-06-01, 3,35 %	1 100	1 099	1 189
	2024-10-14, 2,95 %	2 000	2 127	2 078
	2025-10-02, 2,65 %	3 000	3 008	3 009
Municipalité régionale de York	2021-06-30, 4,00 %	1 500	1 545	1 669
OPB Finance Trust	2022-02-24, 1,88 %	3 650	3 591	3 610
	2023-05-24, 2,90 %	3 750	3 754	3 900
Province de la Nouvelle-Écosse	2025-06-01, 2,15 %	2 500	2 419	2 436
Province de l'Alberta	2025-06-01, 2,35 %	20 800	20 606	20 744
Province de l'Ontario	2018-12-03, 0,99 %	1 595	1 595	1 596
	2022-12-02, 0,00 %	21 800	19 023	18 914
Province de Québec	2023-06-01, 0,00 %	17 400	14 718	14 764
Province du Manitoba	2023-06-02, 2,55 %	2 000	1 946	2 065
	2025-06-02, 2,45 %	5 732	5 731	5 734
Province du Nouveau-Brunswick	2023-06-02, 2,85 %	600	588	628
Ville de Montréal	2025-09-01, 3,00 %	2 500	2 512	2 536
Ville de Toronto	2018-06-27, 4,95 %	3 000	3 140	3 280
Total obligations provinciales, municipales ou garanties		171 912	155 934	157 046
Obligations d'institutions financières (17,4 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2016-06-14, 0,97 %	1 000	1 000	1 000
	2018-06-06, 6,00 %	2 000	2 103	2 193
	2020-07-14, 1,85 %	2 155	2 151	2 150
Banque de Montréal	2018-03-28, 6,17 %	4 000	4 259	4 377
	2020-10-06, 2,10 %	3 800	3 811	3 819
	2022-03-16, 2,12 %	4 300	4 271	4 251
Banque Nationale du Canada	2016-06-22, 1,00 %	1 000	1 000	1 000
	2017-04-11, 3,26 %	1 100	1 101	1 120

¹ Ce titre est garanti par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
Obligations d'institutions financières (suite)				
Banque Nationale du Canada	2019-10-28, 2,40 %	2 300	2 347	2 348
	2020-03-03, 1,74 %	1 300	1 300	1 291
	2022-03-18, 2,11 %	1 200	1 200	1 181
Banque Royale du Canada	2018-03-12, 2,26 %	5 500	5 593	5 596
	2018-12-11, 2,77 %	6 300	6 488	6 510
	2020-07-17, 1,92 %	7 200	7 198	7 191
	2022-03-02, 1,97 %	1 900	1 900	1 859
Banque Scotia	2017-08-03, 2,90 %	3 000	3 015	3 056
	2018-03-22, 2,24 %	75	74	76
	2018-05-01, 1,33 %	10 359	10 358	10 320
	2020-09-09, 2,09 %	3 000	2 995	3 004
Banque Toronto Dominion	2016-12-14, 4,78 %	4 634	4 694	4 757
	2018-04-02, 2,17 %	5 000	5 052	5 085
	2018-07-09, 5,83 %	4 000	4 222	4 387
	2020-06-24, 2,69 %	2 300	2 300	2 264
	2021-12-22, 2,62 %	4 400	4 433	4 491
	2024-07-24, 3,23 %	2 500	2 595	2 605
Caisse centrale Desjardins	2017-10-05, 3,50 %	4 200	4 180	4 353
Capital Desjardins	2020-05-05, 5,19 %	4 750	4 910	5 301
Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers	2017-06-01, 4,17 %	2 000	2 050	2 068
	2018-11-29, 2,93 %	400	400	410
	2019-02-21, 2,81 %	2 500	2 556	2 556
Crédit Ford du Canada	2020-05-07, 2,45 %	2 950	2 945	2 908
Crombie Real Estate Investment Trust	2021-06-01, 3,96 %	160	161	164
Fiducie d'actifs BNC	2020-06-30, 7,45 %	1 000	1 117	1 186
Fiducie de placement immobilier Canadian Tire	2025-03-09, 3,53 %	900	900	889
Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix	2021-02-08, 3,50 %	2 000	2 088	2 088
	2022-06-20, 3,60 %	1 175	1 205	1 214
Financière Manuvie	2019-04-08, 7,77 %	2 200	2 421	2 596
Financière Sun Life	2017-03-02, 4,38 %	1 000	1 027	1 029
	2019-07-02, 5,70 %	1 000	1 037	1 129
	2021-08-23, 4,57 %	400	400	446
First Capital Realty	2023-10-30, 3,90 %	1 700	1 732	1 759
Fonds de placement immobilier Cominar	2019-06-21, 3,62 %	1 725	1 745	1 737
Fonds de placement immobilier Riocan	2022-05-30, 3,75 %	775	775	804
General Motors Financial Company	2020-05-22, 3,08 %	750	750	750
Great-West Lifeco	2018-03-21, 6,14 %	1 500	1 515	1 649
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers	2022-02-23, 2,64 %	300	300	299
Intact Financial Corporation	2021-08-18, 4,70 %	1 000	1 098	1 113
RBC Trust Capital Securities	2018-06-30, 6,82 %	2 250	2 393	2 499
Société Financière Daimler Canada	2018-03-26, 2,27 %	385	384	388
	2018-10-02, 1,42 %	4 600	4 585	4 540
Société Financière IGM	2019-04-08, 7,35 %	1 850	2 014	2 162
TD Capital Trust	2018-12-31, 7,24 %	2 000	2 168	2 283
Toyota Credit Canada	2020-02-19, 1,80 %	2 450	2 449	2 445
	2020-05-20, 2,05 %	1 400	1 400	1 408
Total obligations d'institutions financières		133 643	136 165	138 104
Obligations de sociétés (7,8 %)				
Algonquin Power & Utilities Corp.	2022-02-15, 4,65 %	750	781	788
Alimentation Couche-Tard	2025-03-02, 3,60 %	1 625	1 625	1 630
Alliance Pipeline	2019-12-16, 4,93 %	1 000	1 057	1 077
AltaLink	2023-11-06, 3,67 %	1 000	1 027	1 080
Bell Canada	2020-06-12, 3,54 %	2 300	2 359	2 417
	2021-05-19, 4,95 %	3 335	3 386	3 733
	2022-09-03, 3,00 %	3 200	3 191	3 224

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
Obligations de sociétés (suite)				
BMW Canada	2018-11-26, 2,27 %	2 000	2 024	2 026
Brookfield Asset Management	2023-03-31, 4,54 %	1 053	1 074	1 120
	2023-12-08, 5,04 %	1 700	1 699	1 850
Brookfield Renewable Energy	2025-03-02, 3,75 %	750	750	741
BRP Finance	2018-11-05, 5,25 %	2 425	2 608	2 620
Canadian Natural Resources	2020-08-14, 2,89 %	2 000	2 035	2 008
Canadian Utilities	2022-11-09, 3,12 %	775	751	816
Compagnies Loblaw	2023-06-12, 4,86 %	2 200	2 409	2 465
Dollarama	2018-11-05, 3,10 %	220	223	226
Enbridge	2019-02-22, 4,10 %	1 000	1 031	1 037
	2019-09-02, 4,77 %	60	65	64
	2022-12-05, 3,19 %	400	387	384
FortisAlberta	2024-06-30, 3,30 %	250	250	262
Hydro One	2020-04-30, 1,62 %	2 000	1 989	2 000
Inter Pipeline	2024-12-24, 3,17 %	1 000	1 000	965
Lower Mattagami Energy	2021-05-18, 4,33 %	300	319	335
Magna International Inc.	2022-11-15, 3,10 %	1 000	1 000	1 011
North West Redwater Partnership	2022-01-23, 2,10 %	1 000	983	983
Pembina Pipeline Corporation	2022-10-24, 3,77 %	900	918	922
Precision Drilling Corporation	2019-03-15, 6,50 %	1 250	1 280	1 100
Reliance	2019-03-15, 5,19 %	1 600	1 687	1 689
	2020-09-15, 3,81 %	700	703	703
Rogers Communications	2020-09-29, 4,70 %	4 200	4 594	4 618
	2023-12-13, 4,00 %	800	797	837
Shaw Communications	2020-12-07, 5,50 %	1 000	1 111	1 119
Sobeys	2018-08-08, 3,52 %	400	403	414
Superior Plus LP	2017-12-09, 6,50 %	1 000	1 049	985
TELUS Corporation	2019-12-04, 5,05 %	3 000	3 071	3 321
	2022-02-28, 2,35 %	2 250	2 187	2 190
	2024-01-02, 3,35 %	1 000	1 017	1 001
Teranet Income Fund	2020-12-16, 4,81 %	1 050	1 138	1 150
Thomson Reuters	2020-09-30, 4,35 %	4 300	4 583	4 643
Toronto Hydro Corporation	2023-01-10, 2,91 %	1 000	1 026	1 041
Videotron	2025-03-15, 5,63 %	1 100	1 085	1 096
West Coast Energy Inc.	2025-09-08, 3,77 %	560	560	566
Total obligations de sociétés		59 453	61 232	62 257
Total obligations		667 207	657 797	664 543

Instruments de marché monétaire (4,7 %)

Banque Canadienne Impériale de Commerce	2016-03-16, 0,67 %	1 800	1 797	1 797
	2016-12-07, 0,93 %	1 000	991	992
Banque Nationale du Canada	2016-01-14, 0,77 %	2 000	1 999	1 999
	2016-02-25, 0,67 %	1 000	999	999
Banque Royale du Canada	2016-01-14, 0,77 %	1 100	1 100	1 100
	2016-03-02, 1,00 %	1 500	1 497	1 498
	2016-06-28, 0,86 %	1 342	1 336	1 336
Banque Scotia	2016-01-12, 0,80 %	2 590	2 589	2 589
Banque Toronto Dominion	2016-11-10, 0,94 %	3 865	3 834	3 834
Gaz Métro	2016-01-18, 0,79 %	1 800	1 799	1 799
	2016-02-03, 0,80 %	2 164	2 162	2 162
Inter Pipeline	2016-01-04, 0,82 %	2 000	2 000	2 000
	2016-02-23, 0,81 %	2 000	1 998	1 997
Lower Mattagami Energy	2016-01-04, 0,87 %	4 000	4 000	4 000
Omers Finance Trust	2016-02-18, 0,75 %	1 707	1 705	1 705

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
Instruments de marché monétaire (suite)				
Province de la Colombie-Britannique	2016-04-22, 0,79 %	1 975	1 971	1 971
Province de l'Ontario	2016-06-22, 0,58 %	1 325	1 321	1 321
	2016-12-07, 0,67 %	700	696	695
Province de Québec	2016-09-23, 0,61 %	23	23	23
Société de transport de Montréal	2016-02-16, 0,85 %	1 000	999	999
Société financière Wells Fargo Canada	2016-05-13, 0,95 %	2 800	2 791	2 791
Total instruments de marché monétaire		37 691	37 607	37 607
Contrats de change (0,1 %)				
Caisse centrale Desjardins	2016-03-31, 1,39267 \$ CA/\$ US	62 700	0	562
Total contrats de change			0	562
Nombre de parts				
Fonds immobilier (1,7 %)				
Fonds CORE Fiera Immobilier		9 446	9 853	10 037
Fonds immobilier canadien de prestige Bentall Kennedy		409 733	2 937	3 099
Total fonds immobilier			12 790	13 136
Nombre d'actions				
Actions privilégiées (9,8 %)				
Banque de Montréal	Perpétuelle, 5,20 %	173 400	4 439	4 274
Banque Royale du Canada	Perpétuelle, 4,45 %	61 000	1 562	1 513
	Perpétuelle, 4,50 %	118 600	2 965	2 956
	Perpétuelle, 4,60 %	92 100	2 346	2 314
	Perpétuelle, 4,70 %	15 700	394	394
	Perpétuelle, 5,00 %	131 100	3 352	3 220
	Perpétuelle, 5,50 %	30 000	750	774
Banque Scotia	Perpétuelle, 3,70 %	130 000	3 267	2 720
	Perpétuelle, 4,50 %	50 200	1 289	1 241
	Perpétuelle, 5,00 %	50 000	1 270	1 228
	Perpétuelle, 5,25 %	16 000	412	408
	Perpétuelle, 5,60 %	170 000	4 458	4 340
Banque Toronto Dominion	Perpétuelle, 3,60 %	40 000	963	848
	Perpétuelle, 3,70 %	20 000	391	447
	Perpétuelle, 3,75 %	118 300	2 780	2 319
	Perpétuelle, 3,80 %	54 500	1 355	1 074
	Perpétuelle, 3,90 %	4 500	106	89
	Perpétuelle, 4,90 %	50 000	1 123	1 151
Brookfield Asset Management	Perpétuelle, 4,20 %	80 000	1 752	1 647
	Perpétuelle, 4,50 %	112 860	2 891	2 492
	Perpétuelle, 4,75 %	23 800	466	477
	Perpétuelle, 4,80 %	20 000	519	437
Canadian Utilities	Perpétuelle, 4,50 %	120 000	3 006	2 750
	Perpétuelle, 4,90 %	40 000	1 018	890

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

Description		Nombre d'actions	Coût \$	Valeur du marché \$
Actions privilégiées (suite)				
Corporation Financière Power	Perpétuelle, 1,63 %	77 800	1 970	1 011
	Perpétuelle, 4,20 %	29 700	757	711
	Perpétuelle, 4,95 %	25 000	658	558
	Perpétuelle, 5,10 %	10 000	263	227
	Perpétuelle, 5,75 %	10 000	220	254
	Perpétuelle, 6,00 %	95 000	2 528	2 444
Corporation Power du Canada	Perpétuelle, 5,00 %	55 400	1 212	1 257
Enbridge	Perpétuelle, 4,00 %	280 000	7 258	4 750
	Perpétuelle, 3,90 %	75 000	1 729	1 569
	Perpétuelle, 4,20 %	132 500	3 365	2 164
	Perpétuelle, 4,40 %	25 400	675	594
	Perpétuelle, 4,50 %	35 900	867	761
	Perpétuelle, 4,60 %	36 300	761	874
Financière Sun Life	Perpétuelle, 4,75 %	137 500	3 050	3 020
	Perpétuelle, 4,80 %	60 300	1 482	1 325
	Perpétuelle, 4,97 %	25 000	565	525
	Perpétuelle, 5,01 %	10 000	223	208
Fortis	Perpétuelle, 4,00 %	9 300	203	179
	Perpétuelle, 4,10 %	111 000	2 759	2 320
	Perpétuelle, 4,75 %	12 300	260	280
	Perpétuelle, 5,25 %	40 000	877	739
Great-West Lifeco	Perpétuelle, 3,65 %	40 000	629	560
	Perpétuelle, 4,50 %	45 000	1 084	954
	Perpétuelle, 4,85 %	50 000	1 185	1 110
	Perpétuelle, 5,20 %	145 000	3 816	3 400
Husky Energy	Perpétuelle, 4,45 %	4 500	73	59
	Perpétuelle, 4,60 %	100 000	2 471	2 007
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers	Perpétuelle, 4,60 %	15 000	243	322
Intact Financial Corporation	Perpétuelle, 4,20 %	45 600	1 119	953
TransCanada Corporation	Perpétuelle, 4,00 %	50 400	1 152	966
	Perpétuelle, 4,25 %	83 600	1 607	1 652
Total actions privilégiées			87 935	77 756
Total autres investissements (100,0 %)			796 129	793 604

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des
investissements au coût effectués par les
fonds spécialisés et partenaires
Au 31 décembre 2015
(en milliers de dollars canadiens)

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité) Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2015 Capital croissance PME s.e.c.	50,00					
Abitibi-Témiscamingue						
2637-1914 Québec inc. (Télévision J.R.)		-	50	-		50
9207-6553 Québec inc. (Pizzeria Noranda)		-	56	-		56
9265-0381 Québec inc. (Barbin Sport)		-	64	-		64
Abitibi Géophysique inc.		-	242	-		242
Agence de sécurité Mirado inc.		-	51	-		51
Centre du ressort Lamarche inc.		-	44	-		44
Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group		-	164	-		164
Hôtel Forestel Val d'Or inc.		-	915	-		915
Integra Gold Corp.		139	-	-		139
Location Lauzon inc.		-	148	-		148
Ressources Cartier inc.		150	-	-		150
Total Abitibi-Témiscamingue		289	1 734	-		2 023
Bas-Saint-Laurent						
9048-3538 Québec inc. (Matane Honda) (9244-9396 Qc inc.)		-	141	-		141
Autobus Dionne inc. (Transport A.S.D.)		-	-	85		85
Entreprises d'Auteuil & fils inc. (Les)		-	77	-		77
Gestion Rima 2013 inc. (Sani-Manic inc.)		-	40	386		426
Groupe Fillion Sport inc.		-	-	315		315
Impressions Soleil (Les) - 3089-8522 Québec inc.		-	-	77		77
Matane Motosport inc.		-	-	296		296
Total Bas-Saint-Laurent		-	258	1 159		1 417
Capitale-Nationale						
9101-2492 Québec inc. (Centre médical Le Mesnil)		-	139	-		139
Collection Papillon Gemme inc.		-	-	118		118
Éditions Gladius International inc.		-	-	48		48
Institut privé de chirurgie inc. (9276-9678 Québec inc.)		-	-	332		332
Institut privé d'ophtalmologie de Québec inc. (9276-9710 Québec inc.)		-	-	204		204
LA VUE par Laforce inc.		-	-	116		116
Pavages Nordic inc.		-	275	-		275
Planifika inc.		-	-	204		204
Radio-Onde inc.		750	-	-		750
Total Capitale-Nationale		750	414	1 022		2 186
Centre-du-Québec						
2543-6205 Québec inc. (Groupe MBI)		-	-	754		754
2681871 Canada inc. (Voyages Escapades Victoriaville)		-	126	-		126
9224-7519 Québec inc. (Peinture Can-Lak inc.)		-	-	728		728
Fromagerie L'Ancêtre inc.		-	276	-		276
Gestion TYT inc.		-	-	532		532
Total Centre-du-Québec		-	402	2 014		2 416

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité) Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et priviliégées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2015	Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00				
	Chaudière - Appalaches					
	3R Com inc. (8580430 Canada inc.)	-	202	-	-	202
	Autobus Fleur de Lys inc.	-	-	220	-	220
	Décoplex inc.	-	-	389	-	389
	Entreprises de services BCE Pharma inc. (Les)	-	87	-	-	87
	Fenêtres Sélection inc.	-	89	-	-	89
	Gesdix inc.	-	207	-	-	207
	Gyptech Acoustique inc.	-	208	-	-	208
	Investissements Mika inc. (Les)	-	-	311	-	311
	Plomberie Ste-Croix inc.	-	-	120	-	120
	Productions Horticoles Demers (Les)	250	-	-	-	250
	Serres Demers inc. (Les)	-	-	400	-	400
	Ultima Fenestration inc.	-	135	-	-	135
	Umano Medical inc.	-	133	-	-	133
	Total Chaudière - Appalaches		250	1 061	1 440	2 751
	Côte-Nord					
	9269-4603 Québec inc. - Gestion Patrick Ferreri	-	-	637	-	637
	9304-8254 Québec inc. (anc. Benoit Vigneault ltée)	404	-	-	-	404
	Alimentation Francis Gravel inc.	-	113	-	-	113
	Carrosserie Baie-Comeau inc.	-	-	102	-	102
	Centre des congrès de Sept-Iles	-	-	105	-	105
	Construction Leclerc et Pelletier inc.	-	84	-	-	84
	Entreprises G.M. Mallet inc. (Les)	-	120	-	-	120
	Express Havre St-Pierre ltée	-	-	316	-	316
	Hôtel Motel Le Q'Artier des Îles inc.	-	159	-	-	159
	LA VUE Pierre-Bertrand inc.	-	-	61	-	61
	LA VUE Thetford Mines inc.	-	-	48	-	48
	Location Paul Boudreau inc.	-	623	-	-	623
	Santerre Électrique inc.	-	21	172	-	193
	Sécurgence inc.	-	248	-	-	248
	Total Côte-Nord	404	1 368	1 441	-	3 213
	Estrie					
	6358331 Canada inc. (Sherbrooke OEM ltée)	459	57	-	-	516
	Certi Auto inc.	-	-	246	-	246
	Innotex inc.	-	281	-	-	281
	L.P. Royer inc.	-	995	-	-	995
	Pieux Vistech - Postech inc.	-	562	-	-	562
	Plastech inc.	-	-	120	-	120
	S.E.2 inc.	-	-	121	-	121
	Total Estrie	459	1 895	487	-	2 841

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2015	Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00				
	Fonds					
	Fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c.	471	-	-	-	471
	Total Fonds	471	-	-	-	471
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
	Ateliers CFI Métal inc. (Les)	-	213	-	-	213
	Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-	213	-	-	213
	Laval					
	8376905 Canada inc. (Paramédic)	-	259	-	-	259
	Total Laval	-	259	-	-	259
	Mauricie					
	9210-3563 Québec inc. (Groupe E. Morel)	-	-	233	-	233
	Ateliers de l'électro-ménager R. Vallée inc.	-	186	-	-	186
	Investissements Bédard-Hallé inc.	-	-	672	-	672
	Louis Lafrance & fils ltée	-	141	-	-	141
	Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	-	851	-	-	851
	Résidence Le Soleil Levant inc.	-	99	-	-	99
	RGF Électrique inc.	-	12	-	-	12
	Total Mauricie	-	1 289	905	-	2 194
	Montérégie					
	3087-9894 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	1 172	-	1 172
	4304047 Canada inc. (RX Santé)	-	83	-	-	83
	9008-7826 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	1 173	-	1 173
	9120-6094 Québec inc. (Lanla)	-	150	-	-	150
	9223-5845 Québec inc. (Autobus Dufresne)	-	-	315	-	315
	Budget Propane (1998) inc.	-	-	275	-	275
	C.R.S./Vamic inc.	-	79	-	-	79
	Câbles Ben-Mor inc. (Les)	-	-	1 223	-	1 223
	Comax, coopérative agricole	1 500	-	-	-	1 500
	Fibres Serden inc. (Les)	-	84	-	-	84
	Galenova inc. et Gentes et Bolduc Pharmaciens inc.	-	-	1 241	-	1 241
	Groupe Loiseille inc.	-	80	-	-	80
	Groupe Rogers Ltée	-	123	-	-	123
	Hygie Canada inc.	-	-	550	-	550
	Industries de Moules et Plastiques VIF ltée (Les)	-	92	-	-	92
	Industries M.R. inc. (Les)	-	-	164	-	164
	Plomberie St-Luc inc.	-	605	-	-	605
	Pneus Langelier inc.	-	111	-	-	111
	Produits forestiers Direct inc.	-	-	531	-	531
	Ressorts Foster ltée (Les)	-	12	-	-	12
	Station Skyspa inc.	-	-	284	-	284
	Total Montérégie	1 500	1 419	6 928	-	9 847

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2015	Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00			
	Montréal				
	9106-7645 Québec inc. (Vidéo MTL)	-	1 479	-	1 479
	9228-6384 Québec inc. (Sid Lee Technologies)	-	-	1 200	1 200
	9273-3443 Québec inc. (CLS Info)	-	63	-	63
	Aéronav inc.	-	121	-	121
	Alta Précision inc.	1 250	700	-	1 950
	Balcon Idéal inc.	-	374	-	374
	Chaussures STC inc. (Les)	-	-	991	991
	Cime Décor inc.	-	-	416	416
	CTA de Negotium	-	1 050	-	1 050
	DEK Canada inc.	-	1 405	-	1 405
	Ge-ber Transport inc.	-	110	-	110
	GME Experts en sinistres inc.	-	-	107	107
	Groupe Bugatti inc. (Le) (ex Bugatti-Sedona inc.)	-	300	-	300
	LVL Studio inc.	626	-	691	1 317
	M.C. Crystal inc.	-	-	77	77
	Peds Legwear inc.	-	-	611	611
	Senez & Associés CPA inc.	-	-	193	193
	Sid Lee inc.	-	-	978	978
	Source Évolution inc.	-	-	979	979
	Total Montréal	1 876	5 602	6 243	13 721
	Nord-du-Québec				
	9223-3196 Québec inc. (Rona)	-	198	-	198
	Corporation Éléments Critiques	25	-	-	25
	Entreprises minières du Nouveau Monde	50	-	-	50
	Exploration Midland inc.	137	-	-	137
	Némaska Lithium inc.	24	-	-	24
	Ressources GéoMégA inc.	20	-	-	20
	Ressources Sirios inc.	32	-	-	32
	Ressources Sphinx ltée	-	31	-	31
	Total Nord-du-Québec	288	229	-	517
	Outaouais				
	Gestion S. Kelly (Métro Kelly)	300	-	500	800
	Jacques Poirier et Fils Ltée	-	-	171	171
	Total Outaouais	300	-	671	971

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et priviliégées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2015 Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00				
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
2737-2895 Québec inc. (Distribution Fromagerie Boivin)		-	-	437	437
4145275 Canada inc. (Chlorophylle)		599	-	211	810
8439117 Canada inc. (Récupère Sol)		-	624	-	624
9244-7770 Québec inc. (La Voie Maltée)		-	-	209	209
Ambulance Médilac inc.		-	206	-	206
Cervo-Polygaz inc.		-	-	100	100
Clinique médicale privée Opti-Soins inc.		150	575	-	725
Cuisines G.B.M. inc. (Les)		-	-	81	81
Denis Lavoie & fils ltée		-	-	295	295
Garage Georges Beaudoin inc.		-	-	88	88
Institut d'échafaudage du Québec (9020-4983 Québec inc.)		-	-	311	311
Location A.L.R. inc.		198	-	-	198
Matelas Lion d'or inc.		-	40	-	40
Messagerie du Fjord inc.		-	340	-	340
Métatube (1993) inc.		-	214	-	214
Pog inc.		-	-	-	-
Sécuor inc.		-	223	-	223
Sports Guy Dumas inc.		36	-	-	36
Théka Industries inc.		-	216	-	216
Transport Réal Villeneuve inc. (9280-3162 Québec inc.)		-	78	-	78
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		983	2 516	1 732	5 231
		7 570	18 659	24 042	50 271
Fonds engagés mais non déboursés					529
Total Capital croissance PME s.e.c.					50 800

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2015	Capital croissance PME II s.e.c.	50,00			
	Abitibi-Témiscamingue				
	9222-0201 Québec inc. (Location Dumco)	-	195	-	195
	Abitibi Géophysique inc.	-	185	-	185
	Ace services mécaniques inc.	-	100	-	100
	Adventure Gold inc.	100	-	-	100
	Autobus Maheux Itée (Les)	-	1 350	-	1 350
	Centre du ressort Lamarche inc.	-	93	-	93
	Construction Gaston Proulx et Frères inc.	-	-	175	175
	Gestion Martin Dandurand inc.	-	114	-	114
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	250	-	250
	Menuiserie Jalbert inc.	-	125	-	125
	Ressources Cartier inc.	38	-	-	38
	Ressources Falco Itée	75	-	-	75
	Service Mécanique Gilbert inc.	-	-	100	100
	Total Abitibi-Témiscamingue		2 412	275	2 900
	Bas-Saint-Laurent				
	9164-1134 Québec inc. (Kia Matane)	-	-	206	206
	9188-1441 Québec inc. (Caravane Rimouski)	-	188	-	188
	Bouffard Sanitaire inc.	-	-	389	389
	Gestion AFM-Séma inc.	529	-	-	529
	Gestion Brasa inc.	-	353	1 250	1 603
	Gestion Rima 2013 inc. (Sani-Manic inc.)	-	-	100	100
	Location Jesna inc.	-	-	200	200
	Total Bas-Saint-Laurent		541	2 145	3 215
	Capitale-Nationale				
	9265-1934 Québec inc. (Centurion Fondation)	-	-	320	320
	9295-4874 Québec inc. (Maison de l'homéopathie de Québec)	-	232	-	232
	Capilex-Beauté Itée	-	-	589	589
	Entreprises Pol R inc.	2 362	-	-	2 362
	Lasertech industries inc.	-	300	-	300
	Matériaux Blanchet inc.	-	-	2 398	2 398
	Menuiserie R. Légaré inc.	-	-	200	200
	Multi Options Nursing inc.	-	200	-	200
	Ruchers Promiel inc. (Les)	-	459	-	459
	Total Capitale-Nationale		1 191	3 507	7 060

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et priviliégées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2015	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Centre-du-Québec				
	9324-9605 Québec inc. (Préscolaire Vision)	84	-	-	84
	Advantag Canada inc.	-	-	500	500
	Davinci Compass inc.	-	-	450	450
	Distribution Pro-Excellence	-	500	-	500
	NMédia Solutions inc.	-	140	-	140
	Reflec inc.	-	500	-	500
	Sipromac II inc.	-	-	404	404
	Total Centre-du-Québec	84	1 140	1 354	2 578
	Chaudière - Appalaches				
	Acriart inc.	-	-	165	165
	Équipements Supérieurs inc.	-	709	-	709
	F. Charest ltée	-	958	-	958
	Gyptech Acoustique inc.	-	246	-	246
	I. Thibault Inc.	-	250	-	250
	Industries et équipements Laliberté ltée (Les)	-	700	-	700
	Techno-Moules P.L.C. inc.	-	-	89	89
	Total Chaudière - Appalaches	-	2 863	254	3 117
	Côte-Nord				
	9074-9664 Québec inc.	-	-	139	139
	Total Côte-Nord	-	-	139	139
	Estrie				
	Éco-Pak inc. (9316-3251 Québec inc.)	-	-	600	600
	Industries C.P.G. Gagné ltée	-	133	-	133
	Innotex inc.	-	118	-	118
	Khrome Produit - Transport (KPT) inc.	-	212	-	212
	Nautic & Art inc.	-	-	422	422
	Palettes & Produits de bois Perron inc.	-	250	-	250
	Pieux Vistech - Postech inc.	-	125	-	125
	Réparations SOS Lift inc.	-	-	100	100
	S.E.2 inc.	-	25	-	25
	Sherlic inc.	-	-	350	350
	Spécialités industrielles Sherbrooke inc.	-	180	-	180
	Total Estrie	-	1 043	1 472	2 515
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine				
	9088-6086 Québec inc. (Subaru New Richmond)	-	-	200	200
	Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-	-	200	200

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2015 Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00					
Lanaudière						
Artotech Intégration inc.		-	125	-		125
Centre Nouvelle-Vie (Pavillon Lanaudière)		-	270	-		270
Total Lanaudière		-	395	-		395
Laurentides						
Entreprise Technoflex ESR inc.		350	506	-		856
Jean Jacques Campeau inc.		2 000	-	-		2 000
Total Laurentides		2 350	506	-		2 856
Laval						
Aliments Marina Del Rey inc.		-	500	-		500
Groupe Lumain inc.		-	-	2 320		2 320
Norseco inc.		-	500	-		500
Total Laval		-	1 000	2 320		3 320
Mauricie						
9256-9037 Québec inc.		-	-	147		147
Aliments Prémont inc.		-	-	175		175
Maison Isabelle inc.		-	225	-		225
Placements Le Belvédère inc.		-	1 206	-		1 206
Total Mauricie		-	1 431	322		1 753
Montérégie						
3087-9894 Québec inc. (Habitations Trigone)		-	-	675		675
9008-7826 Québec inc. (Habitations Trigone)		-	-	675		675
9020-5758 Québec inc. (AVRIL)		-	1 000	-		1 000
Acema Importations inc.		-	175	-		175
Alarme S.P.P. inc.		-	-	137		137
Autobus Dufresne inc.		-	150	-		150
Brosses Lacasse inc. (Les)		-	-	225		225
Contek Shilstone inc.		-	307	-		307
Éclairages Électroniques C.B.M. inc. (Les)		-	250	-		250
Groupe Helios inc.		1 500	1 000	-		2 500
Habitations Deschênes et Pépin inc. (Les)		-	402	-		402
Industries B. Rainville inc.		-	-	400		400
Logicmed inc.		-	-	116		116
MTL Technologies inc.		-	490	-		490
Placements F.I. inc.		-	492	-		492
Pro Action Diesel inc.		-	-	260		260
Total Montérégie		1 500	4 266	2 488		8 254

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2015	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Montréal				
	9168-5909 Québec inc. (Piknic Électronik inc.)	-	-	250	250
	9303-6408 Québec inc. (Atelier d'usinage de précision Innova)	-	-	175	175
	C.R.H. Oral Design inc.	-	500	-	500
	C.T.M. Adhesive inc.	-	739	-	739
	Datsit Studios inc.	-	250	-	250
	Éditions Info Presse inc.	-	400	-	400
	Groupe Gorski ltée	-	500	-	500
	JSS Recherche Médicale inc.	2 000	500	-	2 500
	Leeza Distribution inc.	500	1 000	-	1 500
	Masdel inc.	725	1 337	-	2 062
	Oboxmedia inc.	-	375	-	375
	Peds Legwear inc.	-	-	662	662
	Refleth international inc.	-	-	300	300
	TV5 Québec Canada	-	-	1 946	1 946
	Total Montréal	3 225	5 601	3 333	12 159
	Nord-du-Québec				
	Corporation Aurifère Monarques	105	-	-	105
	Corporation Tomagold	80	-	-	80
	Entreprises minières du Nouveau Monde	60	-	-	60
	Exploration Dios inc.	50	-	-	50
	Exploration Midland inc.	75	-	-	75
	Ressources Beaufield inc.	50	-	-	50
	Ressources GéoMégA inc.	129	-	-	129
	Ressources Sirius inc.	134	-	-	134
	Total Nord-du-Québec	683	-	-	683

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2015 Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00				
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
130395 Canada Inc. (Nordex)		1 875	-	-	1 875
2526-0100 Québec inc. (Terrassement J. Fortin)		-	-	500	500
2737-2895 Québec inc. (Distribution Fromagerie Boivin)		-	-	208	208
2956-7062 Québec inc. (NAPA La Baie)		-	100	-	100
9216-3146 Québec inc. (Micro Brasserie du Saguenay)		-	-	130	130
9244-7770 Québec inc. (La Voie Maltée)		-	-	82	82
9283-9034 Québec inc. (Pexal Tecalum Canada)		-	175	-	175
9328-9486 Québec inc.		390	470	-	860
Cervo-Polygaz inc.		-	-	263	263
Fenêtres Réjean Tremblay inc. (Les)		-	350	-	350
Flash Néon inc. - Enseignes Ste-Marie		-	-	200	200
Foresco Holding inc.		-	250	-	250
Gestion R. et G.G. inc.		2 000	-	-	2 000
Industries G.R.C. inc. (Les)		-	182	-	182
Marché Guy Bergeron inc.		-	-	161	161
Mermax inc.		-	-	200	200
Messagerie du Fjord inc.		-	48	-	48
Sécuor inc.		-	62	-	62
Taimi R & D inc.		-	308	-	308
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		4 265	1 945	1 744	7 954
		15 211	24 334	19 553	59 098
Fonds engagés mais non déboursés					6 156
Total Capital croissance PME II s.e.c.					65 254

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et priviliégées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2015 Desjardins – Innovatech S.E.C.	54,49				
7525443 Canada inc. (Inflotrolix)		221	317	-	538
9274-4192 Québec inc. (Boisaco)		1 293	-	-	1 293
Achronix Semiconductor Corporation		-	-	-	-
Airex Énergie inc.		545	-	-	545
Albert Perron inc.		695	-	-	695
AxesNetwork Solutions inc.		1 933	-	-	1 933
Biocéan Canada inc.		272	54	-	326
Bouffard Sanitaire inc. et Acier Bouffard inc.		-	65	-	65
Cadens Imagerie Médicale inc (Microsystemes DOG inc.)		-	1 172	-	1 172
CmLabs Simulations inc.		817	-	-	817
E2Metrix inc.		272	-	50	322
Emerillon Capital s.e.c.		3 822	-	-	3 822
Éocycle Technologies inc.		1 304	-	-	1 304
Fonds Entrepria Nord, s.e.c. (Le)		305	-	-	305
Groupe Icible inc.		-	163	-	163
Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group		-	304	-	304
Gullivert Technologies inc.		109	-	-	109
Handyem inc.		409	136	-	545
Hortau inc.		-	-	294	294
Innomalt inc.		-	110	-	110
Kanwal inc.		-	-	488	488
Laboratoire M2 inc.		-	545	-	545
Laserax inc.		-	381	-	381
LeddarTech inc.		831	-	-	831
LVL Global inc.		191	-	368	559
Mayer Intégration inc.		-	126	-	126
Novidév Santé active inc.		-	381	163	544
Ocera Therapeutics inc.		94	-	-	94
OptoSecurity inc.		-	100	-	100
Prevtect Microbia inc.		1 173	-	-	1 173
Produits forestiers LAMCO inc.		312	-	-	312
Ressources Nippon Dragon inc.		163	-	136	299
Solutions Extenway inc.		1 409	-	-	1 409
Solutions Interactives de validation 88 inc.		272	-	-	272
SweetIQ Analytics Corp.		545	-	-	545
Technologies Inocucor inc.		-	-	681	681
Technologies Intelia inc.		136	-	-	136
TSO3 inc.		772	-	-	772
Vantrix Corporation		-	-	-	-
VIMAC Early Stage Fund L.P.		610	-	-	610
		18 505	3 854	2 180	24 539
Fonds engagés mais non déboursés					9 027
Total Desjardins - Innovatech S.E.C.					33 566

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et priviliégées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2015	Société en commandite Essor et Coopération	90,91			
	Agropur Coopérative	4 546	-	-	4 546
	Central Café - Coop de solidarité	182	-	-	182
	Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	2 727	-	-	2 727
	Club coopératif de consommation d'Amos	909	-	-	909
	Coop d'analyse sociale et environnementale	-	18	-	18
	Coopérative Actionnaire Les Paramédics d'Urgence Bois-Francis	-	878	-	878
	Coopérative de travailleurs actionnaire de TEC	-	565	-	565
	Fédération des coopératives funéraires du Québec	364	-	-	364
	Fédération québécoise des coopératives forestières	114	-	-	114
	La Coop fédérée	4 546	-	-	4 546
	La Coop Uniforce	909	-	-	909
	Magasin Général Saint-Fidèle, Coop de solidarité	-	51	-	51
	Vivaco Groupe coopératif (anc. Société coopérative agricole des Appalaches)	909	-	-	909
		15 206	1 512	-	16 718
	Fonds engagés mais non déboursés				4 568
	Total Société en commandite Essor et Coopération				21 286

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$ et par des fonds partenaires où elle détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % et qui respectent les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.





Desjardins
Capital régional
et coopératif

2, complexe Desjardins
C.P. 760, succ. Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B8